

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(91)928

Vol. 1991/0042

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

SEC(91) 928

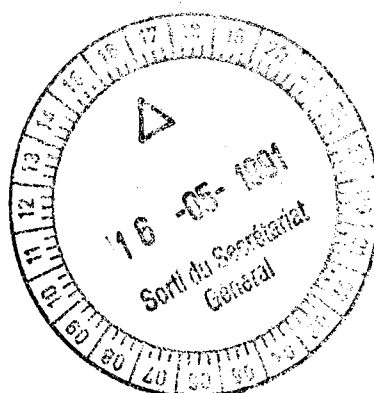
Bruxelles, le 14 mai 1991

Comité Permanent de l'Emploi

30 mai 1991

Situation et perspectives de l'emploi
dans la Communauté

(Document de travail des services de la Commission)



Situation de l'emploi et perspectives dans la Communauté

1. Dans le rapport "L'emploi en Europe" de 1990, l'analyse de la situation économique et de la situation de l'emploi dans la Communauté faite par la Commission se caractérisait par un "optimisme prudent", la plupart des régions de la Communauté jouissant d'une forte croissance économique, de bonnes perspectives de création d'emplois et d'un faible taux d'inflation. La réalisation du marché intérieur et l'ouverture de l'Europe centrale et orientale offrait des perspectives dont tous allaient pouvoir profiter.
2. Déjà certains signes annonciateurs nous révélaient que l'économie de la Communauté commençait à accuser un ralentissement par rapport aux taux de croissance très élevés de 1988 et 1989, mais, selon les prévisions, la production et l'emploi devaient toujours se maintenir à des niveaux favorables. Depuis lors, les perspectives, tant en ce qui concerne la Communauté que l'économie mondiale, ont été marquées par des facteurs d'incertitude découlant tout d'abord de la crise provoquée par l'invasion du Koweït et ensuite de la guerre du Golfe elle-même.
3. Les dernières prévisions complètes établies par la Commission sont celles préparées à la mi-novembre pour les besoins du rapport économique annuel. Compte tenu des facteurs d'incertitude qui pèsent actuellement sur les affaires et les réactions des consommateurs, il faudra attendre le mois de mai pour que de nouvelles prévisions soient établies. Il est toutefois possible d'évaluer les facteurs susceptibles d'affecter le développement ultérieur de la situation économique dans la Communauté.
4. Même si l'on a effectivement observé un affaiblissement de l'activité économique dans la plupart des pays, la rapidité avec laquelle il a été mis fin à la guerre du Golfe permet d'envisager un retour des économies du monde et de la Communauté sur les voies qu'elles suivaient avant la crise. Un certain degré d'incertitude entoure encore les perspectives de croissance pour 1991. Néanmoins, les tendances structurelles sous-jacentes de l'emploi qui ont été décrites dans le rapport "L'emploi en Europe" de 1990 et les orientations générales de politique économique esquissées dans le rapport économique annuel 1990-1991 restent valables.

La situation économique et la situation au plan de l'emploi actuelles.

La croissance

5. Le PIB de la Communauté a crû, en 1990, d'une façon conforme aux estimations présentées dans les prévisions de novembre, en se situant juste en-deçà de 3 %. On note toutefois une plus forte disparité dans les taux de croissance des Etats membres pris individuellement. Le taux de croissance de l'Allemagne (ancienne RFA) s'est situé à un niveau quelque peu supérieur aux prévisions alors qu'il était relativement moindre dans d'autres pays. Le PIB de la France et du Royaume-Uni a en fait baissé au cours du dernier trimestre de 1990.

L'emploi et le chômage

6. Ainsi qu'il ressort du rapport "L'emploi en Europe" de 1990, depuis 1973, l'emploi dans la Communauté n'a pas suivi le rythme d'accroissement de la population en âge de travailler. La part de cette population effectivement active dans la Communauté reste toujours inférieure à celle des Etats-Unis, du Japon ou de l'Europe non communautaire, bien que les résultats de la Communauté en matière d'emploi se soient améliorés ces dernières années, et tout particulièrement entre 1986 et 1989. Dans l'ensemble de la Communauté, la croissance de l'emploi s'est bien maintenue en 1990, puisque le chômage était tombé à 8,4 % en janvier 1991 ; mais l'on constate toujours une différence considérable entre le chômage des hommes et celui des femmes (6 % contre 11 %).

La situation particulière du Royaume-Uni

7. Le Royaume-Uni se retrouve actuellement dans une situation quelque peu déphasée par rapport à la plupart des autres pays de la Communauté. Son économie était déjà en régression au milieu de l'année 1990 et même si elle reprend quelque peu durant le second semestre de 1991, le PIB accusera une nette baisse en termes réels entre 1990 et 1991. L'évolution de la situation en Grande-Bretagne affectera certainement les perspectives du reste de la Communauté, dont le taux de croissance moyen doit être révisé à la baisse de près d'un demi pour cent en 1991.

La situation particulière en Allemagne

8. Il est difficile de porter un jugement d'ensemble sur la situation en Allemagne car nous ne disposons de données fiables que pour l'ancienne RFA. Il semble que l'unification y ait un effet positif sur la croissance puisque le PIB devrait avoir augmenté de 4,7 % en 1990. Une demande massive de la part des consommateurs de la partie orientale a nourri la croissance, l'inflation et la croissance des importations. Toutefois, la situation au plan de l'emploi est grave. Alors que l'emploi a atteint des taux de croissance records (2,8 %) dans la partie occidentale, où le taux de chômage est tombé à 4,6 % en février, à l'Est en revanche, la situation se dégrade fortement. Le chômage atteint déjà des niveaux très élevés, il ne cesse d'augmenter et rien n'indique quand et dans quelle mesure un renversement de tendance pourrait survenir.

Les perspectives économiques et au plan de l'emploi

La croissance

9. Si un net ralentissement s'avère à présent inévitable dans la Communauté en 1991, il existe des signes positifs de retour potentiel à des taux de croissance plus élevés en 1992. Compte tenu d'un accroissement escompté du commerce mondial, d'un renforcement des affaires et de la confiance des consommateurs ainsi que de l'existence de conditions de base favorables dans l'économie communautaire, la croissance pourrait se rapprocher quelque peu de son taux à moyen terme et atteindre en moyenne 2-2,5 %. On observe une certaine détente des pressions inflationnistes -le taux moyen d'inflation de la Communauté étant retombé de son niveau maximal de 6,3 % en octobre 1990 à 5,5 % en février 1991- mais les pressions inflationnistes sous-jacentes restent fortes dans la Communauté.
10. Les perspectives en ce qui concerne la confiance des milieux d'affaires sont toutefois incertaines. Dans la mesure où la perte de confiance des milieux d'affaires observée depuis l'été serait imputable à la crise du Golfe, la fin de la guerre pourrait provoquer une reprise du marché. Si, par contre, cette perte de confiance résultait d'une baisse générale de l'activité économique, la reprise serait vraisemblablement lente.
11. Malgré une reprise attendue, le taux moyen de croissance de la production pour la Communauté dans son ensemble pourrait tomber à environ 1,5 %. La situation au Royaume-Uni, où une chute de la croissance du PIB d'environ 2 % semble à présent probable, ainsi qu'en France, en Italie et même en RFA, où il faudra probablement aussi procéder à une révision à la baisse des prévisions, affectera cependant de façon significative les résultats de la Communauté.

L'emploi

12. En 1990, la relation sous-jacente qui existe entre l'emploi et la croissance a continué à se rétrécir, de telle sorte que bien que la croissance du PIB ait déjà diminué durant le second semestre de 1990, l'emploi et le chômage ont continué à s'améliorer. En effet, l'écart entre la croissance de l'emploi et la croissance du PIB se situe au plus bas niveau jamais atteint, vers 1,5 %. Compte tenu du laps de temps que requiert l'adaptation de l'emploi aux changements de l'activité économique dans la phase de récession du cycle, l'emploi devrait pouvoir se maintenir dans les circonstances actuelles.
13. Une modeste croissance de l'emploi, de l'ordre de 0,5 %, peut encore être escomptée en 1991, en grande partie du fait de ce décalage d'effets, mais cette croissance restera inférieure à l'augmentation de la population active. En outre, une croissance immédiate de l'emploi ne pouvant être escomptée dès la reprise de l'activité, il faut s'attendre à une hausse du chômage en 1991 et en 1992.

Aspects spécifiques de l'emploi

Problèmes sectoriels

14. Bien que l'emploi se soit, dans l'ensemble, bien maintenu dans la Communauté en 1990, certains secteurs commencent déjà à souffrir de toute une série de facteurs le plus souvent disparates, comme par exemple la crise du Golfe, la hausse de l'inflation, la fin de la guerre froide et la concurrence accrue de pays tiers. Certains secteurs, comme celui du tourisme et des voyages, qui ont été principalement affectés par les événements du Golfe, devraient pouvoir sortir relativement vite de la crise. Dans d'autres secteurs, où la cause est plus structurelle, les problèmes risquent de perdurer davantage, même si les perspectives générales en matière d'emploi sont bonnes.
15. Dans l'industrie de l'armement, qui emploie quelque 1,5 million de travailleurs hautement qualifiés, l'amélioration des relations avec les pays d'Europe de l'Est et la baisse des activités militaires qui en a résulté posent des problèmes graves de deux ordres. Il s'agit tout d'abord de la baisse des commandes de matériel militaire qui se concentre sur certains secteurs (l'électronique, la construction navale, l'industrie aérospatiale) de quelques Etats membres (Royaume-Uni, RFA, France, Pays-Bas), en second lieu, de la fermeture des bases militaires, et en particulier des bases américaines implantées en Allemagne et au Royaume-Uni. Ces deux tendances exercent des effets spécifiques sur certaines régions et sous-régions qui sont durement frappées.
16. L'emploi dans l'industrie textile au sens large, qui recouvre les textiles, le cuir, les vêtements et les chaussures a accusé une baisse de quelque 25 % durant les années 1980 et le personnel qu'elle emploie n'est plus guère que de 2,5 millions de personnes aujourd'hui. La part de l'emploi est similaire dans tous les Etats membres (1 à 2 %) sauf au Portugal où elle est de 4,4 %. La restructuration intervenue au début des années 1980 et qui s'est traduite par de fortes réductions d'emplois a permis d'accroître la mécanisation et l'automatisation et de réaliser des taux de croissance plus élevés entre 1984 et 1987 mais elle n'est peut-être pas suffisante pour garantir une croissance stable à long terme, face à la concurrence des nouveaux et des anciens producteurs à coûts peu élevés.
17. L'industrie de l'automobile (qui emploie 4,8 millions de personnes, y compris les fournisseurs et les distributeurs) connaît actuellement une récession grave mais probablement temporaire des ventes au niveau mondial. Un facteur intéressant à noter est celui du pourcentage des emplois menacés dans l'hypothèse où l'industrie de l'automobile européenne continuerait à perdre du terrain face à ses concurrents. Pour réel que soit le problème de reconversion dans l'industrie de l'automobile européenne, les pertes d'emplois ne sont pas pour autant liées obligatoirement et directement à des modifications des parts du marché. Le problème de l'emploi résulte du fait que les nouveaux emplois créés ne compensent pas les emplois perdus en nombre ou en lieux d'implantations.

18. L'industrie de l'informatique (qui emploie 236 000 personnes) en Europe représente environ 30 % de l'ensemble du marché mondial. Le marché européen a connu une forte croissance durant les années 1980 mais l'emploi est quelque peu retombé en 1988. Dans ce secteur, l'emploi hier manuel est aujourd'hui davantage un emploi de bureau, ce qui s'accompagne d'une augmentation de la part correspondant aux logiciels, au soutien technique et à la commercialisation.

Les problèmes régionaux

19. Les disparités régionales persistent dans la Communauté. Les dix régions les moins bien développées, situées essentiellement en Grèce et au Portugal, réalisent actuellement des revenus moyens par tête d'habitant qui sont inférieurs d'un tiers à la moyenne des dix régions les plus développées. Ces disparités se sont légèrement accrues durant la première moitié de la décennie qui vient de s'écouler mais sont restées à peu près au même niveau depuis lors. Les changements des niveaux régionaux d'emploi et les disparités des taux de chômage régionaux sont davantage prononcés encore. Bien qu'une amélioration ait été notée vers la fin des années 1980, le taux moyen de chômage se situe entre 2,5 % dans les dix régions les moins frappées et 22 % dans les dix régions les plus affectées. (Quatrième rapport périodique sur les régions communautaires).

Les groupes défavorisés

20. S'il est vrai qu'une baisse de la croissance toucherait obligatoirement tous les secteurs du marché du travail, la situation que connaissent les secteurs traditionnellement défavorisés de la main d'oeuvre s'aggraverait davantage encore. En effet, on ne peut exclure le risque d'un retour aux conditions qui prévalaient au début des années 1980. En particulier, à l'issue d'une période pendant laquelle des progrès significatifs ont été accomplis dans la lutte contre le chômage de longue durée et le chômage des jeunes, il convient de redoubler de vigilance pour ne pas perdre les acquis des dernières années. Il conviendra, en particulier, de surveiller le chômage des femmes qui atteint presque le double de celui des hommes et se caractérise par un taux élevé de chômage de longue durée puisque 55 % du total des femmes au chômage sont des chômeuses de longue durée et que dans certains Etats membres, ce pourcentage se situe aux alentours de 70 % (78,5 % en Belgique, 69,5 % en Italie et 69 % en Espagne).

La réponse de la Communauté

21. L'objectif primordial de la Communauté est de réaliser des taux élevés d'emploi liés à des emplois de bonne qualité. Cet objectif est poursuivi au travers d'une large gamme de politiques et actions qui touchent l'ensemble du domaine économique et social. Elles sont principalement basées sur la réalisation du marché intérieur et reposent sur un développement économique équilibré et l'expansion des échanges commerciaux dans et en dehors de la Communauté. En plus de ces principes généraux, les objectifs en matière d'emploi sont poursuivis au moyen de toute une série de politiques, y compris la réforme de la politique agricole commune, le recours aux fonds structurels communautaires et le dialogue social au niveau communautaire ainsi que par le biais d'actions et d'orientations politiques spécifiques dans le domaine de l'emploi et

de politiques et d'actions menées dans le secteur de l'enseignement et de la formation professionnelle.

Questions

1. Le Comité partage-t-il l'analyse de la Commission en ce qui concerne les perspectives économiques et la situation actuelle de l'emploi ?
2. Le Comité souhaite-t-il faire des commentaires particuliers sur la situation et les perspectives de développement dans certains secteurs spécifiques ?
3. Quel est l'avis du Comité sur la situation des régions ?
4. Quelle analyse le Comité fait-il des perspectives de certains groupes de main d'oeuvre ?
5. Quelles seraient, de l'avis du Comité, les réponses les mieux appropriées aux problèmes dans les circonstances actuelles ?

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

SEK(91) 928

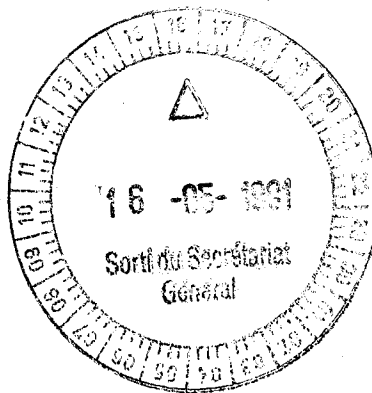
Brüssel, den 14. Mai 1991

Ständiger Ausschuß für Beschäftigungsfragen

30. Mai 1991

Beschäftigungssituation und -perspektiven in der Gemeinschaft

(Arbeitsdokument der Kommissionsdienststellen)



Beschäftigungssituation und -perspektiven in der Gemeinschaft

1. Im Bericht "Beschäftigung in Europa" 1990 wird die Analyse der Kommission hinsichtlich der Wirtschafts- und Beschäftigungslage in der Gemeinschaft als "vorsichtig optimistisch" bezeichnet, mit kräftigem Wirtschaftswachstum, zahlreichen neuen Arbeitsplätzen und geringer Inflation in den meisten Teilen der Gemeinschaft. Die Vollendung des Binnenmarktes, die Öffnung Mittel- und Osteuropas schaffen Möglichkeiten, von denen alle profitieren können.
2. Erste Anzeichen einer Konjunkturabschwächung nach den hohen Wachstumsraten der Jahre 1988 und 1989 zeigten sich bereits, jedoch blieben Produktions- und Beschäftigungswachstum weiterhin kräftig. Seitdem aber sind die Perspektiven der Gemeinschaft wie auch der Weltwirtschaft von Unsicherheiten geprägt, zunächst durch die Krise nach der Besetzung Kuwaits, in der Folge dann durch den Golfkrieg selbst.
3. Die letzte von der Kommission erarbeitete umfassende Vorausschau ist der Jahreswirtschaftsbericht von Mitte November. Angesichts der derzeitigen Ungewissheiten hinsichtlich der Reaktionen von Geschäftswelt und Verbrauchern ist eine neue Vorausschau nicht vor Mai zu erwarten. In gewissem Umfang aber lassen sich die Faktoren, die die künftige Entwicklung der Wirtschaftslage in der Gemeinschaft beeinflussen können, bereits abschätzen.
4. Trotz einer gewissen Abschwächung der Konjunktur in den meisten Ländern bedeutet das schnelle Ende des Golfkrieges, daß die Wirtschaft weltweit und innerhalb der Gemeinschaft wieder zu der vor der Krise bestehenden Lage zurückkehren kann. Eine gewisse Unsicherheit umgibt noch immer die Wachstumsaussichten für 1991. Nichtsdestoweniger bleiben jedoch die zugrundeliegenden strukturellen Beschäftigungstendenzen, wie sie im Bericht "Beschäftigung in Europa" 1990 beschrieben sind, und die groben Leitlinien der Wirtschaftspolitik im Jahreswirtschaftsbericht 1990-1991 gültig.

Die derzeitige Wirtschafts- und Beschäftigungslage

Wachstum

5. Das Bruttoinlandsprodukt der Gemeinschaft dürfte sich 1990 - in Übereinstimmung mit den Vorhersagen vom November - bei etwas unter 3 % bewegt haben. Die Wachstumsraten der einzelnen Mitgliedstaaten haben sich jedoch weiter auseinanderentwickelt. Während in der (alten) Bundesrepublik Deutschland die Wachstumsrate etwas höher als erwartet lag, fiel sie in den anderen Ländern relativ schwächer aus. In Frankreich und dem Vereinigten Königreich ging das BIP im letzten Quartal 1990 sogar zurück.

Beschäftigung und Arbeitslosigkeit

6. Wie bereits in "Beschäftigung in Europa" 1990 dargelegt, hat die Beschäftigung innerhalb der Gemeinschaft im Zeitraum seit 1973 nicht Schritt gehalten mit der Zunahme der Bevölkerung im erwerbsfähigen Alter. Der Anteil der Arbeitsplatzbesitzer an der Bevölkerung im erwerbsfähigen Alter ist nach wie vor niedriger als in den Vereinigten Staaten, Japan oder den nicht zur Gemeinschaft gehörenden Ländern Europas, obwohl die Beschäftigungszunahme in der Gemeinschaft sich in den letzten Jahren wesentlich gesteigert hat und die Rate zwischen 1986 und 1989 eine deutliche Zunahme verzeichnet. 1990 scheint das Beschäftigungswachstum für die Gemeinschaft als Ganzes stabil geblieben zu sein; die Arbeitslosenquote ging im Januar auf 8,4 % zurück, nach wie vor bleiben aber erhebliche Unterschiede in der Quote für Männer und Frauen (6 % gegenüber 11 %).

Sonderfall Vereinigtes Königreich

7. Das Vereinigte Königreich scheint sich in einer anderen Phase des Zyklus zu befinden als der Rest der Gemeinschaft. Die Wirtschaft war bereits Mitte 1990 in einen Abwärtstrend geraten, und trotz einer gewissen Erholung in der zweiten Hälfte 1991 wird ein starker Rückgang des realen BIP von 1990 auf 1991 zu verzeichnen sein. Derartige Entwicklungen im VK wirken sich zweifellos auf die Aussichten für den Rest der Gemeinschaft aus, und dies in einer Größenordnung, durch die die durchschnittliche Wachstumsrate in der Gemeinschaft 1991 um fast einen halben Prozentpunkt niedriger ausfällt.

Sonderfall Deutschland

8. Die Situation in Deutschland läßt sich nur schwer abschätzen, da verlässliche Daten lediglich für die "alte" Bundesrepublik vorliegen. Die Vereinigung scheint einen positiven Wachstumseffekt zu haben, da das BIP 1990 um schätzungsweise über 4,7 % gewachsen ist. Eine massive Verbrauchernachfrage im Osten des Landes fördert Wachstum, Inflation und Importzunahme. Die Beschäftigungslage ist jedoch ernst. Während das Beschäftigungswachstum im Westteil Rekordwerte verzeichnete (2,8 %) und die Arbeitslosenquote im Januar auf 4,6 % zurückging, verschlechtert sich die Situation im Osten rapide. Die Arbeitslosigkeit ist bereits auf einem hohen Stand und steigt weiter, und es gibt keinerlei Anzeichen dafür, wann und in welchem Umfang eine Trendwende zu erwarten ist.

Wirtschafts- und Beschäftigungsperspektiven

Wachstum

9. Ein deutlicher Wirtschaftsrückgang in der Gemeinschaft 1991 ist mittlerweile unvermeidlich, es gibt jedoch positive Anzeichen für eine mögliche Rückkehr zu höheren Wachstumsraten im Jahre 1992. Mit dem erwarteten Zuwachs im Welthandel, einer Stärkung des Vertrauens von Verbrauchern und Geschäftswelt und den soliden Grundvoraussetzungen der Wirtschaft in der Gemeinschaft dürfte das Wachstum wieder näher an den mittelfristigen Wert heranrücken und durchschnittlich 2 - 2,5 % erreichen. Der Inflationsdruck hat etwas nachgelassen, die durchschnittliche Rate in der Gemeinschaft hatte im Februar 1991 5,5 % erreicht, gegenüber dem Höchstwert von 6,3 % im Oktober 1990; tieferliegende Inflationsfaktoren bleiben jedoch weiterhin wirksam.
10. Die Aussichten hinsichtlich des Vertrauens der Geschäftswelt sind ungewiß. Insofern, als die nachlassende Zuversicht seit dem Sommer eine Folge der Golfkrise war, könnte das Ende des Krieges eine deutliche Trendwende mit sich bringen. Insofern aber, als sich der allgemeine Rückgang der wirtschaftlichen Tätigkeit darin widerspiegelt, dürfte die Besserung nur sehr zögernd einsetzen.
11. Trotz eines erwarteten Wiederaufschwungs könnte die Produktionszunahme für die meisten Gebiete auf etwa 1,5 % fallen. Allerdings wird die Situation im Vereinigten Königreich, wo ein Rückgang des BIP von etwa 2 % wahrscheinlich ist, und in Frankreich, Italien und der Bundesrepublik Deutschland selbst, wo ebenfalls eine Berichtigung der Vorhersagen nach unten zu erwarten ist, die Bilanz der Gemeinschaft wesentlich beeinflussen.

Beschäftigung

12. 1990 verringerte sich die Korrelation zwischen Beschäftigung und Wachstum in dem Sinne, daß trotz einer Verlangsamung des BIP-Anstiegs in der zweiten Hälfte 1990 Beschäftigung und Arbeitslosigkeit sich weiterhin positiv entwickelten. Derzeit ist der Abstand zwischen Beschäftigungswachstum und BIP-Wachstum auf einem historischen Tiefstand, bei etwa 1,5 %. Angesichts der erfahrungsgemäß bestehenden zeitlichen Verzögerung einer Anpassung der Beschäftigung an Veränderungen der wirtschaftlichen Aktivität in einer Rezessionsphase kann man damit rechnen, daß die Beschäftigungslage vorläufig stabil bleibt.
13. Ein mäßiges Beschäftigungswachstum von 0,5 % ist dennoch zu erwarten, vor allem bedingt durch diese Verzögerungseffekte, dies reicht jedoch nicht aus, um die Zunahme der erwerbsfähigen Bevölkerung auszugleichen. Zudem ist auch bei einer erneuten Zunahme der Wirtschaftstätigkeit keine unmittelbarer Beschäftigungsanstieg zu erwarten, so daß steigende Arbeitslosenzahlen für 1991 und 1992 wahrscheinlich sind.

Spezifische Aspekte der Beschäftigung

Sektorielle Probleme

14. Obwohl die Beschäftigung in der Gemeinschaft über das ganze Jahr 1990 insgesamt recht stabil blieb, zeigten einige Sektoren bereits die Einflüsse einer Reihe heterogener Faktoren: Golfkrise, steigende Inflation, das Ende des Kalten Krieges und der zunehmende Wettbewerb aus Drittländern. In einigen Bereichen - beispielsweise Tourismus und Reisen - , die von der Golfkrise am stärksten betroffen waren, könnte die Krise relativ schnell überwunden sein. In anderen Bereichen, wo die Ursache mehr struktureller Natur ist, dürften die Probleme langlebiger sein, selbst wenn die allgemeinen Beschäftigungsperspektiven sich positiv entwickeln.
15. In der Rüstungsindustrie beispielsweise, die etwa 1,5 Millionen hochqualifizierte Arbeitnehmer beschäftigt, wirkt sich die Entspannung mit Osteuropa und der Rückgang der militärischen Aktivität auf zweierlei Weise nachteilig aus. Zunächst durch den Auftragsrückgang für militärisches Gerät, das sich auf einige wenige Sektoren (Elektronik, Schiffsbau, Luft- und Raumfahrtindustrie) in wenigen Mitgliedstaaten (VK, BRD, Frankreich, Neiderlande) konzentriert, sodann durch die Aufgabe militärischer Stützpunkte insbesondere der USA in Deutschland und dem VK. Beide Tendenzen betreffen spezifisch bestimmte Regionen und kleinräumige Gebiete, die entsprechend hart getroffen werden.
16. Die Beschäftigung in der Textilindustrie im weitesten Sinne - Textil, Leder, Bekleidung und Schuhe - ging im Laufe der achtziger Jahre um etwa 25 % auf knapp zwei Millionen Arbeitsplätze heute zurück. Der Beschäftigungsanteil ist in allen Mitgliedstaaten in etwa gleich (1-2 %), mit Ausnahme Portugals, wo er bei 4,4 % liegt. Die Umstrukturierung Anfang der achtziger Jahre, mit umfangreichem Arbeitsplatzabbau, führte zu erhöhter Mechanisierung und Automatisierung, brachte zwischen 1984 und 1987 höhere Wachstumsraten, reicht aber wohl nicht aus, um angesichts der Konkurrenz heutiger und künftiger Billigproduzenten langfristig ein stabiles Wachstum zu gewährleisten.
17. Die Automobilindustrie (4,8 Millionen Beschäftigte, Zulieferer und Vertrieb mitgerechnet) verzeichnet derzeit weltweit einen deutlichen, wahrscheinlich aber nur vorübergehenden Rückgang der Verkaufszahlen. Der entscheidende Faktor ist der Prozentsatz der bei weiteren Marktverlusten der Europäischen Automobilindustrie an ihre Konkurrenten gefährdeten Arbeitsplätze. Während in der europäischen Automobilindustrie ein Umstrukturierungsproblem besteht, stehen Arbeitsplatzverluste nicht unbedingt im direkten Zusammenhang mit veränderten Marktanteilen. Das Beschäftigungsproblem liegt darin, daß neugeschaffene Arbeitsplätze - geographisch und zahlenmäßig - keinen Ausgleich für verlorene Stellen bieten.
18. Die europäische Computerbranche (236 000 Beschäftigte) macht etwa 30 % des Weltmarktes aus. Der europäische Markt verzeichnete in den achtziger Jahren ein rapides Wachstum, 1988 stellte sich jedoch ein gewisser Rückgang ein. Die

Beschäftigung in diesem Sektor verlagert sich von manuellen auf geistige Tätigkeiten, wobei Software, technische Betreuung und Marketing einen zunehmenden Anteil ausmachen.

Regionalprobleme

19. Regionale Ungleichgewichte innerhalb der Gemeinschaft bestehen weiter. Die zehn am wenigsten entwickelten Regionen - hauptsächlich in Griechenland und Portugal - verfügen über ein durchschnittliches Prokopfeinkommen, das unter einem Drittel des Durchschnitts in den zehn am höchsten entwickelten Regionen liegt. Diese Diskrepanz verstärkte sich noch etwas in der ersten Hälfte der achtziger Jahre, blieb jedoch seitdem auf etwa demselben Niveau. Veränderungen in den regionalen Beschäftigungsraten und Unterschiede in den regionalen Arbeitslosenquoten sind deutlicher geworden. Trotz gewisser Verbesserungen Ende der achtziger Jahre variiert die Arbeitslosenquote nach wie vor zwischen 2,5 % in den zehn Regionen mit dem geringsten Anteil und 22 % in den zehn Regionen mit dem höchsten Anteil (Vierter Periodischer Bericht über die sozio-ökonomische Lage und Entwicklung der Regionen der Gemeinschaft).

Benachteiligte Gruppen

20. Niedrigeres Wachstum trifft notwendigerweise alle Bereiche des Arbeitsmarktes, kann aber auch insbesondere zu einer Verschlechterung der Situation für die traditionell benachteiligten Gruppen auf dem Arbeitsmarkt führen. Eine Rückkehr zu der Situation Anfang der achtziger Jahre läßt sich nicht völlig ausschließen. Insbesondere muß nach einer Periode, in der beachtliche Erfolge bei der Bekämpfung der Langzeit- und Jugendarbeitslosigkeit erzielt wurden, besondere Wachsamkeit gelten, wenn das in den letzten Jahren Erreichte nicht wieder verlorengehen soll. Vor allem muß die Aufmerksamkeit der weiblichen Arbeitslosigkeit gelten, die nahezu doppelt so hoch bleibt wie bei den Männern und einen hohen Anteil Langzeitarbeitslosigkeit aufweist: 55 % aller arbeitslosen Frauen sind Langzeitarbeitslose, in einigen Mitgliedstaaten liegt dieser Anteil sogar um 70 % (Belgien 78,5, Italien 69,5, Spanien 69 %).

Die Reaktion der Gemeinschaft

21. Eine hohe Beschäftigungsrate und gute Arbeitsplätze sind eine zentrale Aufgabe der Gemeinschaft. Hierzu soll eine Vielfalt politischer Konzepte und Maßnahmen dienen, die sich auf alle wirtschaftlichen und sozialen Bereiche erstreckt. Grundlage ist im wesentlichen die Vollendung des Binnenmarktes, begleitet von einer ausgewogenen wirtschaftlichen Entwicklung und der Ausweitung des Handels sowohl innerhalb der Gemeinschaft als auch nach außen. Daneben werden Beschäftigungsziele auch in einer Reihe politischer Instrumente - einschließlich der Gemeinsamen Agrarpolitik, der Strukturfonds der Gemeinschaft und des Sozialen Dialogs auf Gemeinschaftsebene - sowie in Form spezifischer beschäftigungspolitischer Aktionen und Leitlinien sowie politischer Konzepte und Maßnahmen im Bereich von Berufsbildung und Ausbildung verfolgt.

Fragen

1. Teilt der Ausschuß die Beurteilung der aktuellen Wirtschafts- und Beschäftigungslage und ihrer Perspektiven durch die Kommission ?
2. Hat der Ausschuß Anmerkungen zur Lage und zu den Entwicklungsaussichten in spezifischen Sektoren einzubringen ?
3. Wie sieht der Ausschuß die Situation in den Regionen ?
4. Wie beurteilt der Ausschuß die Aussichten für bestimmte Gruppen auf dem Arbeitsmarkt ?
5. Welche Reaktionen hält der Ausschuß unter den gegebenen Umständen für die geeignetsten ?

Historical Archives of the European Commission

COMMISSIONE DELLE COMUNITA EUROPEE

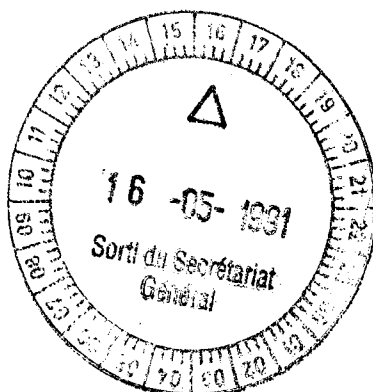
SEC(91) 928

Bruxelles, 14 maggio 1991

Comitato permanente dell'occupazione
30 maggio 1991

Situazione e prospettive dell'occupazione nella Comunità

(Documento di lavoro dei servizi della Commissione)



Situazione e prospettive dell'occupazione nella Comunità

1. Nella relazione 1990 "L'occupazione in Europa", l'analisi fatta dalla Commissione sulla situazione dell'economia e dell'occupazione nella Comunità era improntata ad un "cauto ottimismo" motivato dal fatto che nella maggior parte della Comunità si registrava una forte crescita economica, una sostanziale creazione di posti di lavoro e una bassa inflazione. Il completamento del Mercato Interno e l'apertura dei paesi dell'Europa centro-orientale schiudevano prospettive interessanti per tutti.
2. Si avvertivano comunque già alcuni sintomi del fatto che l'economia comunitaria iniziava una fase di rallentamento rispetto agli elevatissimi tassi di crescita del 1988 e 1989, ma ci si aspettava che la crescita della produzione e dell'occupazione avrebbe comunque registrato un andamento favorevole. Da allora le prospettive per l'economia comunitaria e mondiale hanno risentito del clima di incertezza suscitato dall'invasione del Kuwait prima e dalla Guerra del Golfo poi.
3. L'ultima previsione completa preparata dalla Commissione era quella realizzata a metà novembre per la Relazione economica annuale. Considerate le attuali incertezze quanto all'andamento degli affari e alle reazioni dei consumatori, non si preparerà una nuova previsione prima di maggio. E' possibile tuttavia effettuare alcune valutazioni dei fattori suscettibili di influire sull'andamento futuro della situazione economica nella Comunità.
4. Pur essendosi registrato nella maggior parte dei paesi un certo rallentamento dell'attività economica, la rapida conclusione della Guerra del Golfo fa sì che l'economia mondiale e quella comunitaria possono ora ripartire dalle posizioni in cui si trovavano prima della crisi. Una certa dose di incertezza avvolge ancora le prospettive di crescita per il 1991. Ciò nonostante le tendenze strutturali di fondo in materia di occupazione descritte nella relazione 1991 "L'occupazione in Europa" e i grandi orientamenti per la politica economica delineati nella Relazione economica annuale 1991-91 permangono validi.

Situazione attuale dell'economia e dell'occupazione

Crescita

5. Il PIL comunitario è cresciuto nel 1990, in linea con le stime riportate nella previsione di novembre, di poco meno del 3%. Il divario nei tassi di crescita tra i singoli Stati membri si è tuttavia allargato. Il tasso di crescita della Germania (prima dell'unificazione) è stato un po' più elevato del previsto mentre in altri paesi ha dato segni di una certa debolezza. In Francia e nel Regno Unito il PIL ha registrato un effettivo calo nell'ultimo trimestre del 1990.

Occupazione e disoccupazione

6. Come osservato nella relazione 1990 "L'occupazione in Europa", nel periodo successivo al 1973 nella Comunità l'occupazione non ha tenuto il passo con l'espandersi della popolazione in età lavorativa. E questo nonostante la percentuale della popolazione occupata in età lavorativa nella Comunità sia inferiore a quella presente negli Stati Uniti, nel Giappone o nell'Europa non comunitaria, anche se va osservato che nella Comunità la creazione di posti di lavoro ha ricevuto impulso negli ultimi anni facendo sì che la quota della popolazione in età lavorativa occupata migliorasse significativamente tra il 1986 e il 1989. Nel 1990 la crescita dell'occupazione nel complesso della Comunità ha presentato una forte tenuta: nel gennaio 1991 la disoccupazione è scesa allo 0,4% anche se permane una notevole differenza tra la disoccupazione maschile e quella femminile (6% contro l'11%).

Situazione particolare - Regno Unito

7. Il Regno Unito, a quanto risulta, si trova in una fase diversa del ciclo rispetto alla maggior parte degli altri paesi comunitari. L'economia aveva già iniziato una parabola discendente a metà del 1990 e, anche se vi sarà una qualche ripresa nella seconda metà del 1991, subentrerà una sostanziale riduzione del PIL in termini reali tra il 1990 e il 1991. Ciò che si verifica nel Regno Unito avrà senz'altro delle ripercussioni sulle prospettive del resto della Comunità, e l'entità della revisione è tale per cui il tasso di crescita media comunitaria si riduce di quasi un mezzo punto in percentuale nel 1991.

Situazione particolare - Germania

8. E' difficile dare un giudizio complessivo sulla situazione in Germania in quanto si dispone di dati affidabili soltanto per la Repubblica federale anteriormente all'unificazione. In Germania l'unificazione sembra avere un effetto positivo sulla crescita in quanto il PIL, secondo le stime, dovrebbe essere aumentato del 4,7% nel 1990. La fortissima domanda dei consumatori nella parte orientale ha alimentato la crescita, l'inflazione e l'espansione delle importazioni. Sul piano occupazionale però la situazione è seria. Se da un lato l'occupazione è aumentata con tassi record (2,8%) nella parte occidentale, con un calo della disoccupazione a gennaio al 4,6%, nella parte orientale la situazione si sta deteriorando rapidamente. La disoccupazione ha già raggiunto livelli elevati e continua a crescere e non vi è nessun indizio dell'entità e dei tempi di un'eventuale inversione di tendenza.

Prospettive dell'economia e dell'occupazione

Crescita

9. È ormai inevitabile un forte rallentamento nella Comunità per il 1991, ma vi sono segnali positivi di un ritorno potenziale a tassi di crescita più elevati nel 1992. Con il previsto incremento del commercio mondiale, il rafforzamento della fiducia negli affari e nei consumi, nonché condizioni fondamentalmente buone dell'economia comunitaria, la crescita potrebbe approssimarsi nuovamente al suo tasso medio del 2 - 2,5%. V. è stato un certo allentamento delle pressioni inflazionistiche, con un tasso medio comunitario d'inflazione nel febbraio 1991 pari al 5,5%, rispetto all'apice del 6,3% dell'ottobre 1990. Permangono tuttavia forti le tendenze inflazionistiche di base.
10. La situazione appare invece incerta per quanto concerne la fiducia degli imprenditori. Nella misura in cui il deterioramento della fiducia del mondo imprenditoriale riscontrato a partire dall'estate era conseguente alla crisi del Golfo, la fine della guerra potrebbe produrre un sensibile recupero. Ma se esso invece rispecchiava il declino generale dell'attività economica il miglioramento sarà probabilmente lento.
11. Nonostante la prevista ripresa, il tasso medio di crescita della produzione comunitaria globale potrebbe situarsi intorno all'1,5%. La situazione nel Regno Unito, in cui appare probabile una riduzione della crescita del PIL pari al 2%, e in Francia, Italia e RFT, in cui ci si attende una revisione verso il basso delle previsioni, avrà sensibili ripercussioni sulla produzione comunitaria.

Occupazione

12. Nel 1990 la relazione di fondo tra l'occupazione e la crescita ha continuato a restringersi di modo che sebbene l'espansione del PIL nella seconda metà del 1990 segnasse già un rallentamento, la situazione di occupazione e disoccupazione ha continuato a migliorare. In effetti il divario tra la crescita dell'occupazione e quella del PIL ha raggiunto i livelli più bassi mai registrati situandosi sull'1,5%. Tenendo presente il tradizionale ritardo nell'adattamento della dinamica occupazionale ai mutamenti dell'attività economica in una fase declinante del ciclo, l'occupazione potrebbe comunque rimanere stabile per il momento.
13. Per il 1991 è ancora possibile prevedere una modesta crescita dell'occupazione intorno allo 0,5%, sostanzialmente per via di questi effetti di ritardo, anche se non sarà sufficiente per far fronte all'aumento della popolazione attiva. Inoltre, non è possibile prevedere un incremento immediato dell'occupazione quando le attività raggiungeranno infine il massimo; ci si dovrà pertanto attendere un aumento della disoccupazione sia nel 1991 che nel 1992.

Aspetti specifici dell'occupazione

Problemi settoriali

14. Sebbene l'occupazione complessiva nella Comunità abbia retto bene nell'arco del 1990, in questo stesso anno alcuni settori iniziavano già a risentire di una serie di fattori spesso disparati: la crisi del Golfo, l'aumento dell'inflazione, la fine della Guerra Fredda e una più forte concorrenza da parte di paesi terzi. In alcuni settori, come quello del turismo e dei viaggi, che hanno risentito soprattutto della crisi del Golfo, la congiuntura sfavorevole può essere di durata relativamente breve. In alcuni altri settori però, in cui le cause della crisi sono più profondamente strutturali, i problemi paiono destinati a perdurare, anche se le prospettive dell'occupazione generale risultassero positive.
15. Sull'industria bellica, ad esempio, che dà lavoro a 1,5 milioni di persone altamente qualificate, il miglioramento dei rapporti con i paesi dell'Est e la conseguente riduzione dell'attività militare hanno avuto serie ripercussioni in due modi. Innanzitutto il calo degli ordini di materiale militare che è concentrato in un gruppo di settori (elettronica, cantieri navali, aerospaziale) in un certo numero di Stati membri (Regno Unito, Repubblica federale di Germania, Francia, Paesi Bassi) e in secondo luogo la chiusura delle basi militari, soprattutto quelle degli USA in Germania e nel Regno Unito. Queste due tendenze hanno effetti specifici su regioni ed aree particolari che sono di solito duramente colpite.
16. L'occupazione nell'industria tessile nel suo senso più ampio comprendente i tessuti, le pelli, l'abbigliamento e le calzature, ha registrato un declino di circa il 25% nel corso degli anni '80 fino a raggiungere i 2,5 milioni di oggi. La quota dell'occupazione è quasi uguale in tutti gli Stati membri (1-2%) fatta eccezione per il Portogallo in cui essa è del 4,4%. La ristrutturazione verificatasi nei primi anni '80 e che ha comportato pesanti tagli di posti di lavoro e una maggiore meccanizzazione e automazione, ha prodotto tassi di crescita più elevati tra il 1984 e il 1987, ma può essere insufficiente ad assicurare una crescita stabile a lungo termine innanzi alla concorrenza dei produttori, vecchi e nuovi, a basso costo.
17. L'industria automobilistica (4,8 milioni di occupati, compresi i fornitori e i distributori) sta attraversando una grave, ma probabilmente temporanea, recessione delle vendite a livello mondiale. Il fattore cruciale è la percentuale di questi posti di lavoro che si trovano in pericolo se l'industria automobilistica europea perde ancora altro terreno innanzi alla concorrenza. Se è vero che vi è un problema di riconversione nell'industria automobilistica europea, le perdite di posti di lavoro non sono necessariamente legate direttamente a cambiamenti nelle quote di mercato. Il problema occupazionale si pone allorché non emergono nuovi posti di lavoro a compensare quelli perduti sia per quanto concerne il numero sia la localizzazione geografica.
18. Il settore informatico (236.000 persone) rappresenta in Europa circa 30% del mercato mondiale complessivo. Il mercato europeo si è espanso

rapidamente nell'arco degli anni '80 ma l'occupazione è regredita un po' nel 1988. L'occupazione in questo settore è in una fase di trapasso dalle attività manuali a quelle concettuali, e cresce la quota dell'occupazione legata al software, all'assistenza tecnica e al marketing.

Problemi regionali

19. Nella Comunità permangono disparità regionali. Le dieci regioni meno sviluppate, site per lo più in Grecia e Portogallo, registrano attualmente redditi medi pro capite pari a meno di un terzo della media delle dieci regioni più avanzate. Tali disparità sono aumentate leggermente nella prima metà degli anni '80, ma da allora appaiono stabilizzate. I mutamenti nei livelli regionali dell'occupazione e le disparità nei tassi regionali di disoccupazione si sono fatti ancora più pronunciati. Sebbene vi sia stato qualche miglioramento negli ultimi anni '80, il tasso medio di disoccupazione va dal 2,5% delle dieci regioni con i valori più bassi al 22% nelle 10 regioni con i valori più alti. (Quarta relazione periodica sulle regioni della Comunità).

Gruppi svantaggiati

20. Se da un lato il rallentamento della crescita colpirebbe inevitabilmente tutti i settori del mercato del lavoro, esso potrebbe dall'altro anche determinare un peggioramento della situazione nei settori tradizionalmente svantaggiati della forza lavoro. In effetti non è da escludere il rischio di un ritorno alle condizioni dei primi anni '80. In particolare, dopo un periodo in cui si sono compiuti progressi significativi nella lotta alla disoccupazione di lunga durata e alla disoccupazione giovanile, si avverte il bisogno di una rinnovata vigilanza se non si vogliono vanificare le acquisizioni degli ultimi anni. Si dovrà riservare una particolare attenzione alla disoccupazione femminile che permane su valori quasi doppi rispetto alla disoccupazione maschile ed è caratterizzata da un alto grado di disoccupazione di lunga durata: 55% di tutte le donne disoccupate sono disoccupate di lunga durata, in alcuni Stati membri tale percentuale è di circa 70% (Belgio 78,5%, Italia 69,5%, Spagna 69%).

Risposta comunitaria

21. Il conseguimento di elevati livelli di occupazione con posti di lavoro di buona qualità è uno degli obiettivi centrali della Comunità. Per conseguirlo è messa in atto un'ampia gamma di politiche e di azioni che abbracciano l'intero settore economico e sociale. Esse si basano essenzialmente sul completamento del Mercato Interno integrato da uno sviluppo economico equilibrato e sull'espansione degli scambi sia all'interno sia all'esterno della Comunità. Oltre a questi principi generali, gli obiettivi occupazionali sono perseguiti tramite un'ampia varietà di strategie - tra cui la riforma della Politica Agricola Comune, l'uso dei Fondi Strutturali comunitari e il Dialogo Sociale a livello comunitario - nonché tramite specifici orientamenti ed azioni di politica dell'occupazione oltre ad azioni e politiche nel campo dell'istruzione e della formazione professionale.

Quesiti

1. Il Comitato condivide la visione della Commissione sulla situazione attuale e sulle prospettive dell'economia e dell'occupazione?
2. Il Comitato ha commenti particolari sulla situazione e sulle prospettive relative a sviluppi in settori specifici?
3. Qual è il punto di vista del Comitato sulla situazione delle regioni?
4. Qual è l'opinione del Comitato sulle prospettive di gruppi particolari della forza lavoro?
5. Quali risposte ritiene il Comitato più appropriate nelle attuali circostanze?

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

SEC(91) 928

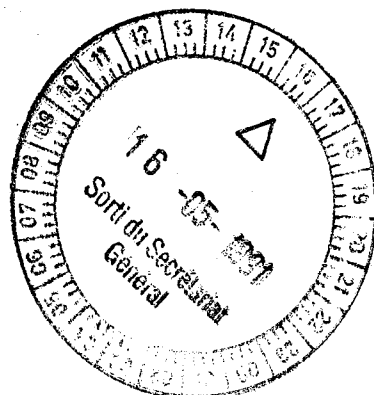
Brussel, 14 mei 1991

VASTE COMMISSIE VOOR DE WERKGELEGENHEID

30 MEI 1991

Stand van de Werkgelegenheid en Vooruitzichten in de Gemeenschap

(Werkdocument van de diensten van de Commissie)



Stand van de Werkgelegenheid en Vooruitzichten in de Gemeenschap

1. In het Rapport "Werkgelegenheid in Europa" over 1990 wordt de analyse van de economische en de werkgelegenheidssituatie in de Gemeenschap door de Commissie gekarakteriseerd als "voorzichtig optimistisch", aangezien de meeste delen van de Gemeenschap een sterke economische groei vertonen, het aantal nieuwe banen aanzienlijk gestegen is en de inflatie gering is. De voltooiing van de interne markt, het toegankelijk worden van Midden- en Oost-Europa bieden gelegenheden waar iedereen van kan profiteren.
2. Wel waren er al enige tekenen dat de economie in de Gemeenschap niet langer het zeer hoge groeipercentage van 1988 en 1989 zou kunnen halen, maar er werd verwacht dat de groei van de produktie en de werkgelegenheid niettemin gunstig zouden blijven verlopen. Sindsdien zijn de vooruitzichten voor de communautaire maar ook van de wereldeconomie getroffen door onzekerheden, eerst door de crisis ten gevolge van de invasie in Koeweit en vervolgens door de Golfoorlog zelf.
3. De laatste volledige vooruitzichten van de Commissie waren midden november opgesteld voor het jaarlijkse economische verslag. Met het oog op de huidige onzekerheden in verband met de reacties van handel en verbruikers zullen nieuwe vooruitzichten niet vóór mei worden opgesteld. De factoren welke de toekomstige ontwikkeling van de economische situatie in de Gemeenschap kunnen aantasten, kunnen echter wel al enigszins geëvalueerd worden.
4. Hoewel de economische activiteit in de meeste landen enigszins minder is geworden, betekent het snelle einde van de Golfoorlog dat de wereld- en communautaire economie nu kunnen terugkeren op het spoor dat zij vóór de crisis volgden. Er bestaat nog een zekere mate van onzekerheid over de groei-vooruitzichten voor 1991. Niettemin blijven de onderliggende structurele stromingen in de werkgelegenheid in het rapport over 1990 "Werkgelegenheid in Europa" beschreven en de globale oriëntaties voor het in het jaarlijkse economische verslag 1990-91 uitgestippelde economische beleid, geldig.

Huidige economische en werkgelegenheidssituatie

Groei

5. Het communautaire BBP schijnt in 1990, overeenkomstig de ramingen van de prognoses van november, met iets minder dan 3% te zijn toegenomen. Het verschil tussen de groeipercentages van de afzonderlijke Lid-Staten is echter groter geworden. Het groeipercentage in Duitsland (oude Bondsrepubliek) was iets hoger dan voorspeld, in andere landen was het relatief minder. In Frankrijk en het Verenigd-Koninkrijk is het BBP in het laatste kwartaal van 1990 inderdaad afgenomen.

Werkgelegenheid en werkloosheid

6. Zoals in het rapport "Werkgelegenheid in Europa" over 1990 wordt opgemerkt, heeft de werkgelegenheid in de Gemeenschap in de periode sinds 1973 geen gelijke tred gehouden met de groei van de arbeidsgeschikte leeftijdsgroep. Het aandeel van het werkende deel van de bevolking in de Gemeenschap is nog altijd lager dan in de Verenigde Staten, Japan of in niet tot de EG behorend Europa, hoewel de werkgelegenheidsprestatie van de Gemeenschap de laatste jaren verbeterd is en dit percentage van 1986 tot 1989 significant gestegen is. In 1990 blijkt de groei van de werkgelegenheid in de Gemeenschap als geheel goed stand gehouden te hebben: de werkloosheid was in januari 1991 tot 8,4% gedaald, hoewel er nog steeds een groot verschil bestaat tussen werkloosheid bij mannen en vrouwen (6% tegenover 11%).

Speciale situatie - VK

7. Het Verenigd Koninkrijk schijnt in een iets andere fase van de cyclus te verkeren dan het grootste deel van de Gemeenschap. Midden 1990 zette zich reeds een dalende tendens in de economie in en zelfs indien er in de tweede helft van 1991 enig herstel komt, zal het werkelijke BNP tussen 1990 en 1991 nog aanzienlijk dalen. Dergelijke ontwikkelingen in het VK beïnvloeden natuurlijk de vooruitzichten voor de rest van de Gemeenschap en de herziening is van dien aard dat het gemiddelde groeipercentage van de Gemeenschap in 1991 met ongeveer een half procent daalt.

Speciale situatie - Duitsland

8. De situatie in Duitsland is moeilijk globaal te beoordelen aangezien betrouwbare gegevens alleen beschikbaar zijn voor de oude Bondsrepubliek. De eenwording schijnt een positieve uitwerking gehad te hebben op de groei aldaar aangezien de toeneming van het BBP in 1990 op meer dan 4,7% wordt geraamd. Een massieve verbruikersvraag in het oostelijke deel heeft de groei, de inflatie en de importgroei. De situatie van de werkgelegenheid is echter ernstig. De werkgelegenheid in het westelijke deel is met sprongen gestegen (2,8%), de werkloosheid daalde in februari tot 4,6%, maar de situatie in het oosten verslechtert ernstig. De werkloosheid heeft reeds een zeer hoog niveau bereikt en stijgt nog steeds, terwijl de omvang en het tijdstip van de ommekeer onduidelijk blijven.

Economische en werkgelegenheidsvooruitzichten

Groei

9. Een duidelijke vertraging in de Gemeenschap in 1991 is nu onvermijdelijk, maar er zijn positieve tekenen voor een mogelijke terugkeer tot hogere groeipercentages in 1992. Met een verwachte stijging in de wereldhandel, een groter vertrouwen van handel en verbruikers en goede fundamentele omstandigheden in de communautaire economie, zou de groei weer iets dichterbij het middellange termijnpercentage en een gemiddelde van 2-2,5% kunnen komen. De inflatiedruk is iets minder geworden door het gemiddelde inflatiepercentage in de Gemeenschap in februari 1991 is gedaald tot 5,5% na een piek van 6,3% in oktober 1990, maar de onderliggende inflatiedruk van de Gemeenschap blijft sterk.
10. De vooruitzichten voor commercieel vertrouwen zijn echter onzeker. Voor zover de verslechtering van het commerciële vertrouwen sinds de zomer het gevolg was van de Golfcrisis, kan het einde van de oorlog een duidelijke reactie veroorzaken. Voor zover het de algemene daling in de economische activiteit weerspiegelde, zal de verbetering waarschijnlijk langzaam op gang komen.
11. Ondanks een verwacht herstel, zou het gemiddelde groeipercentage van de produktie voor de Gemeenschap als geheel heel goed tot ongeveer 1,5% kunnen dalen. De situatie in het Verenigd Koninkrijk, waar een daling van de groei van het BBP van ongeveer 2% nu waarschijnlijk lijkt, en in Frankrijk, Italië en de Bondsrepubliek Duitsland, waar eveneens een benedenwaartse herziening van de vooruitzichten wordt verwacht, zal de communautaire produktie echter sterk aantasten.

Werkgelegenheid

12. In 1990 werd de onderliggende relatie tussen werkgelegenheid en groei voortdurend geringer, zodat zelfs hoewel de groei van het BBP in de tweede helft van 1990 reeds trager werd, werkgelegenheid en werkloosheid bleven stijgen. De kloof tussen de groei van de werkgelegenheid en die van het BBP is zo gering als nooit tevoren, ongeveer 1,5%. Gezien de traditionele achterstand bij de aanpassing van de werkgelegenheid aan veranderingen in economische activiteit in de benedenwaartse fase van de cyclus, kan de werkgelegenheid niettemin op het ogenblik eventueel nog stand houden.
13. Er mag nog steeds een bescheiden groei van de werkgelegenheid van 0,5% in 1991 worden verwacht, grotendeels wegens deze achtergebleven uitwerkingen, hoewel dit niet voldoende zal zijn om gelijke tred te houden met de groei van de beroepsbevolking. Bovendien kan geen onmiddellijke stijging van de werkgelegenheid worden verwacht, als de activiteit uiteindelijk aantrekt, dus kan zowel in 1991 als in 1992 een toeneming van de werkloosheid worden verwacht.

Specifieke aspecten van de werkgelegenheid

Sectoriële problemen

14. Hoewel de globale werkgelegenheid in de Gemeenschap in de loop van 1990 goed heeft standgehouden, begonnen bepaalde sectoren reeds getroffen te worden door een reeks vaak niet-vergelijkbare factoren: de Golfcrisis, stijgende inflatie, het eind van de Koude Oorlog en grotere concurrentie van derde landen. In sommige sectoren, bijvoorbeeld toerisme en reizen, de voornaamste door de Golf getroffen sectoren, zou de crisis relatief kort kunnen duren. In enkele andere sectoren waar de oorzaak van meer structurele aard is, zullen de problemen waarschijnlijk langduriger zijn, zelfs indien de algemene werkgelegenheidsvooruitzichten zich goed ontwikkelen.
15. In de defensie-industrieën bijvoorbeeld, waar ongeveer 1,5 miljoen zeer geschoolde personen werken, hebben de verbeteringen in de betrekkingen met de Oost-Europese landen en de dientengevolge dalende militaire activiteit op twee manieren ernstige uitwerkingen. Ten eerste de vermindering van de orders voor militaire uitrusting, welke zich concentreert op een reeks sectoren (electronica, scheepsbouw, ruimtevaart) in een paar Lid-Staten (Verenigd Koninkrijk, Bondsrepubliek Duitsland, Frankrijk, Nederland), en in de tweede plaats het sluiten van militaire bases, voornamelijk van de Verenigde Staten in Duitsland en het Verenigd Koninkrijk. Deze beide tendenzen hebben specifieke uitwerkingen op bepaalde regio's en plaatselijke gebieden welke waarschijnlijk ernstig getroffen worden.
16. De werkgelegenheid in de textielindustrie, in de meest algemene zin, d.w.z. textiel, leer, kleding en schoeisel, is in de jaren 80 met ongeveer 25% gedaald tot tegenwoordig bijna 2,5 miljoen. Het aandeel van de werkgelegenheid is in alle Lid-Staten gelijk (1-2%), behalve Portugal waar het 4,4% bedraagt. De herstructurering in de eerste helft van de jaren 80, waarvan het verlies van veel banen, toenemende mechanisatie en automatisering het gevolg waren, heeft tussen 1984 en 1987 tot hogere groeipercentages geleid, maar kan eventueel onvoldoende zijn om op lange termijn een stabiele groei te waarborgen, gezien de concurrentie van nieuwe en bestaande goedkope producenten.
17. De automobielindustrie (4,8 miljoen mensen, inclusief toe leveranciers en dealers belooft op het ogenblik een ernstige, maar waarschijnlijk tijdelijke, verkooprecessie in de hele wereld. De relevante factor is het percentage gevaar lopende banen indien de Europese automobielindustrie ten opzichte van haar concurrenten meer terrein verliest. Hoewel er in de Europese automobielindustrie een omschakelingsprobleem bestaat, behoeft het verlies aan banen niet noodzakelijkerwijze rechtstreeks verband te houden met veranderingen in marktaandelen. Het probleem van de werkgelegenheid doet zich in zoverre voor als nieuwe banen, noch in aantal, noch in locatie de verloren gegane banen compenseren.

18. De computerindustrie in Europa (236.000 mensen) vertegenwoordigt ongeveer 30% van de gehele wereldmarkt. De Europese markt is in de jaren 80 snel gegroeid maar de werkgelegenheid is in 1988 enigszins teruggelopen. De werkgelegenheid in deze sector verschuift van handarbeiders naar administratief personeel met een stijging van het aandeel van werkgelegenheid in software, technische steun en marketing.

Regionale problemen

19. De regionale dispariteiten in de Gemeenschap blijven bestaan. De 10 minst ontwikkelde regio's, welke voornamelijk te vinden zijn in Griekenland en Portugal, hebben tegenwoordig gemiddelde inkomens per hoofd van minder dan eenderde van het gemiddelde van de 10 meest geavanceerde regio's. Deze dispariteiten zijn in de eerste helft van de jaren 80 nog enigszins toegenomen, maar sindsdien op ongeveer hetzelfde niveau gebleven. Veranderingen in werkgelegenheid op regionaal niveau en dispariteiten in de regionale werkloosheidspercentages zijn nog duidelijker geworden. Hoewel er in de laatste jaren van het laatste decennium enige verbetering is opgetreden, loopt het gemiddelde werkloosheidspercentage van 2,5% in de 10 laagste regio's tot 22% in de 10 hoogste (Vierde Periodiek Verslag over de Communautaire Regio's).

Minder bevoordeelde groepen

20. Hoewel geringere groei natuurlijk alle onderdelen van de arbeidsmarkt aantast, kan deze ook leiden tot een verslechtering van de situatie voor de traditioneel minder bevoordeelde groepen van de beroepsbevolking. Het risico van een terugkeer tot de omstandigheden uit de eerste jaren van het vorige decennium mag niet geheel worden uitgesloten. Vooral na een periode waarin significante vorderingen zijn gemaakt in het bestrijden van langdurige werkloosheid en jeugdwerkloosheid, moet er opnieuw scherp op worden gelet of alle winst van de laatste jaren niet weer telloorgaat. Er moet speciaal aandacht worden besteed aan de werkloosheid onder vrouwen die bijna tweemaal zo hoog blijft als bij de mannen en gekenmerkt wordt door een hoge mate van langdurige werkloosheid: 55% van alle werkloze vrouwen zijn langdurig werklozen, in sommige Lid-Staten bedraagt dit percentage ongeveer 70% (België 78,5%, Italië 69,5% en Spanje 69%).

Respons van de Gemeenschap

21. Het bereiken van een hoog niveau van tewerkstelling met kwalitatief goede banen is een centraal doel van de Gemeenschap. Dit doel wordt nagestreefd via een breed scala van beleidslijnen en acties welke dwars door het economische en sociale terrein lopen. Zij zijn voornamelijk gebaseerd op de voltooiing van de interne markt, gesteund door een evenwichtige economische ontwikkeling en de uitbreiding van de handel binnen en buiten de Gemeenschap. Behalve deze algemene beginselen worden de werkgelegenheidsdoelstellingen nagestreefd via een aantal beleidslijnen - inclusief de hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, het gebruik van de Structuurfondsen van de Gemeenschap en de Sociale Dialoog op communautair niveau - evenals via specifieke acties en richtsnoeren in het kader van het werkgelegenheidsbeleid en beleidslijnen en acties op het gebied van beroepsonderwijs en opleiding.

Vragen

1. Is de commissie het eens met het standpunt van de Commissie over de huidige economische en werkgelegenheidssituatie en de vooruitzichten daarvan?
2. Heeft de commissie enig speciaal commentaar op de situatie en de vooruitzichten voor de ontwikkelingen in specifieke sectoren?
3. Wat zijn de gezichtspunten van de commissie inzake de situatie van de regio's?
4. Wat zijn de gezichtspunten van de commissie inzake de vooruitzichten voor speciale groepen van de beroepsbevolking?
5. Welke antwoorden zouden volgens de commissie het best passen onder de huidige omstandigheden?

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

SEC(91) 928

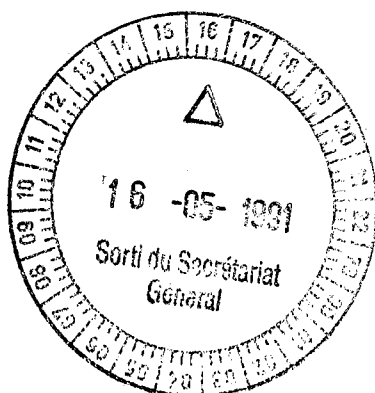
Brussels, 14 May 1991

Standing Employment Committee

30 May 1991

Employment Situation and Prospects in the Community

(Commission Staff Working Paper)



Employment Situation and Prospects in the Community

1. In the 1990 "Employment in Europe" Report, the Commission's analysis of the economic and employment situation in the Community was characterised as "cautious optimism" with most parts of the Community enjoying strong economic growth, substantial job creation and low inflation. The completion of the Internal Market, the opening up of Central and Eastern Europe offered opportunities for all to benefit.
2. There were already some signs that the Community economy was beginning to slow down from the very high rates of growth of 1988 and 1989, but it was expected that output and employment growth would nevertheless continue at favourable rates. Since that time, the outlook for both the Community and the World economy has been plagued by uncertainties, first by the crisis provoked by the invasion of Kuwait, and secondly by the Gulf War itself.
3. The last full forecast prepared by the Commission was that prepared in mid-November for the Annual Economic Report. In view of the current uncertainties relating to business and consumer reactions, a new forecast will not be prepared until May. Some assessment of the factors which may affect the future development of the economic situation in the Community can, however, be made.
4. While there has been some weakening of economic activity in most countries, the swift end to the Gulf War means that the World and Community economies can now return to the track they were on before the crisis. A measure of uncertainty still surrounds the growth prospects for 1991. Nevertheless, the underlying structural trends in employment described in the 1990 "Employment in Europe" report and the broad orientations for economic policy set out in the 1990-91 Annual Economic Report remain valid.

Present Economic and Employment Situation

Growth

5. Community GDP appears to have grown in 1990 in line with the estimates of the November forecast at just under 3%. The divergence in the growth rates of individual Member States has widened however. While the rate of growth in Germany (old FRG) was somewhat higher than forecast, in other countries it was relatively weaker. In France and the United Kingdom GDP actually declined in the last quarter of 1990.

Employment and Unemployment

6. As noted in the 1990 "Employment in Europe" Report, in the period since 1973 employment in the Community has not kept pace with the growth of the population of working age. The share of the working-age population in employment in the Community is still lower than in the United States, Japan or Non-EC Europe, although the Community's employment performance has improved in recent years and this ratio improved significantly between 1986 and 1989. In 1990, employment growth in the Community as a whole appears to have held up strongly: unemployment in January 1991 was down to 8.4%, although there is still a large difference between male and female unemployment (6% compared to 11%).

Special Situation - UK

7. The United Kingdom appears to be in a somewhat different phase of the cycle to the majority of the rest of the Community. The economy had already moved into a downturn in the middle of 1990, and even if there is some recovery in the second half of 1991, there will still be a substantial decline in real GDP between 1990 and 1991. Such developments in the UK will obviously have implications for the prospects for the rest of the Community, and the size of the revision is such that the average growth rate of the Community is reduced by almost half a percentage point in 1991.

Special Situation - Germany

8. The situation in Germany is difficult to judge overall since reliable data is only available for the old FRG. Unification appears to be having a positive effect on growth there, since GDP is estimated to have risen by 4.7% in 1990. Massive consumer demand in the Eastern part has fuelled growth, inflation and import growth. The employment situation, however, is serious. While employment increased at record rates in the Western part (2.8%), with unemployment in February down to 4.6%, in the East the situation is deteriorating sharply. Unemployment is already at very high levels and still rising, with the size and timing of the reversal still unclear.

Economic and Employment Prospects

Growth

9. A pronounced slowdown in the Community in 1991 is now inevitable, but there are positive signs of a potential return to higher rates of growth in 1992. With an expected increase in world trade, a strengthening of business and consumer confidence, and the good fundamental conditions in the Community economy, growth might return somewhat closer to its medium-term rate and average 2-2.5%. There has been some easing of inflationary pressures, with the average rate of inflation in the Community in February 1991 down to 5.5% from its October 1990 peak of 6.3%, but underlying inflationary pressures in the Community remain strong.
10. The outlook for business confidence is uncertain, however. To the extent that the deterioration in business confidence observed since the summer was the result of the Gulf crisis, then the end of the War could produce a marked rebound. To the extent that it reflected the general decline in economic activity, then the improvement will probably be slow.
11. Notwithstanding an expected recovery, the average rate of growth of output for the Community as a whole could well fall to around 1.5%. The situation in the United Kingdom, however, where a fall in GDP growth of about 2% now seems likely, and in France, Italy and FRG itself, where a downward revision of the forecast is also expected, will significantly affect the Community outturn.

Employment

12. In 1990, the underlying relationship between employment and growth continued to narrow, such that even though GDP growth in the second half of 1990 was already slowing down, employment and unemployment continued to improve. Indeed the gap between employment growth and GDP growth is at its lowest level ever, at around 1.5%. Given the traditional lag between the adjustment of employment to changes in economic activity in the downward phase of the cycle, employment may, nevertheless, hold up for the time being.
13. Modest employment growth of 0.5% in 1991 can still be expected, largely because of these lagged effects, although this will not be enough to match the increase in the active population. In addition, no immediate rise in employment should be expected when activity does eventually pick up, so rises in unemployment can be expected in both 1991 and 1992.

Specific Aspects of Employment

Sectoral Problems

14. Although overall employment in the Community held up well throughout 1990, certain sectors were already beginning to be affected by a series of often disparate factors: the Gulf crisis, rising inflation, the end of the Cold War and increased competition from third countries. In some sectors, such as tourism and travel, which were principally affected by the Gulf, the crisis could be relatively short. In some other sectors, where the cause is more structural, the problems are likely to be more long-lasting, even if the general employment prospects turn out well.
15. In the defence industries, for example, which employ some 1.5 million highly-skilled people, the easing of relations with the Eastern European countries and the consequent run-down of military activity is having serious effects in two ways. Firstly the slow-down in orders for military hardware, which is concentrated in a series of sectors (electronics, shipbuilding, aerospace) in a few Member States (UK, FRG, France, Netherlands), and secondly the closure of military bases, particularly US ones in Germany and the UK. Both these trends have specific effects on particular regions and local areas which tend to be very hard-hit.
16. Employment in the textiles industry in its broadest sense, covering textiles, leather, clothing and footwear has declined by some 25% over the 1980s to almost 2.5 million today. The share of employment is similar in all Member States (1-2%) except Portugal where it is 4.4%. The restructuring which occurred in the early 1980s, involving heavy job reductions, increased mechanisation and automation, led to higher growth rates between 1984 and 1987, but may be insufficient to ensure stable growth in the long-term in the face of competition from new and existing low-cost producers.
17. The automobile industry (4.8 million people employed, including suppliers and distributors), is currently undergoing a serious, but probably temporary recession in sales on a world-wide scale. The relevant factor is the percentage of these jobs which are at risk if the European car industry loses more ground against its competitors. While there is a reconversion problem in the European car industry, job losses are not necessarily linked directly to changes in market shares. The employment problem arises insofar as any new jobs do not compensate for the jobs lost either in number or location.
18. The computing industry (236 000 people) in Europe represents some 30% of the total world market. The European market grew rapidly throughout the 1980s but employment fell back somewhat in

1988. Employment in this sector is shifting from manual to white-collar jobs, with an increase in the share of software, technical support and marketing employment.

Regional Problems

19. Regional disparities in the Community persist. The 10 least-developed regions, located mainly in Greece and Portugal, presently have average incomes per head less than one-third the average of the 10 most advanced regions. These disparities increased slightly in the first half of the 1980s but have remained at around the same level since. Changes in regional levels of employment and disparities in regional unemployment rates have become even more pronounced. Although there was some improvement in the latter years of the 1980s, the average rate of unemployment ranges from 2.5% in the 10 lowest regions to 22% in the 10 highest regions. (Fourth Periodic Report on the Communities Regions).

Disadvantaged Groups

20. While lower growth would necessarily affect all sections of the labour market, it could also lead to a worsening of the situation for the traditionally disadvantaged sections of the labour force. Indeed, the risk of a return to the conditions of the early 1980s is not to be ruled out. In particular, after a period in which significant progress has been made in combatting long-term unemployment and youth unemployment, there is a need for renewed vigilance if all the gains of recent years are not to be lost. Particular attention will need to be given to female unemployment, which remains almost twice as high as male unemployment and is characterised by a high degree of long-term unemployment: 55% of all unemployed women are long-term unemployed, in some Member States this percentage is around 70% (Belgium 78.5%, Italy 69.5%, Spain 69%).

Community Response

21. The achievement of high levels of employment with good quality jobs is a central objective of the Community. This objective is pursued through a wide-range of policies and actions which extend right across the economic and social domain. They are principally based on the completion of the Internal Market supported by balanced economic development and the expansion of trade both within and without the Community. In addition to these general principles, employment objectives are pursued through a variety of policies - including the reform of the Common Agricultural Policy, the use of the Community's Structural Funds, and the Social Dialogue at Community level - as well as specific employment policy actions and guidelines, and policies and actions in the field of vocational education and training.

Questions

1. Does the Committee share the Commission's view of the current economic and employment situation and prospects?
2. Does the Committee have any particular comments about the situation and prospects for developments in specific sectors.
3. What are the Committee's views on the situation of the regions?
4. What are the Committee's views on the prospects for particular groups of the labour force?
5. What responses does the Committee think would be the most appropriate in the present circumstances?

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

SEK(91) 928

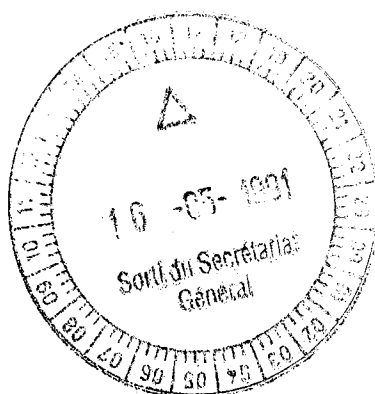
Bruxelles, den 14. maj 1991

Det Stående Udvalg for Beskæftigelse

30. maj 1991

Beskæftigelsessituationen og -perspektiverne i
Det Europæiske Fællesskab

(Arbejdsdokument fra Kommissionens tjenestegrene)



**Beskæftigelsessituationen og -perspektiverne i
Det Europæiske Fællesskab**

1. I 1990-beretningen om "Beskæftigelsen i Europa" var Kommissionens analyse af den økonomiske og beskæftigelsesmæssige situation i Det Europæiske Fællesskab karakteriseret ved en "forsigtig optimisme", idet størstedelen af Fællesskabet oplevede en kraftig økonomisk vækst, en betydelig jobskabelse og en lav inflation. Gennemførelsen af det indre marked og udviklingen i Central- og Østeuropa åbnede nye muligheder for alle.
2. Der var allerede tegn på en vis opbremsning i Fællesskabets økonomi i forhold til de meget høje vækstrater i 1988 og 1989, men man forventede dog, at væksten i produktionen og beskæftigelsen ville fortsætte med positive rater. Siden da har perspektiverne for både Fællesskabets økonomi og verdensøkonomien været usikre, først på grund af den krise, som fulgte i kølvandet på invasionen af Kuwait og dernæst på grund af selve Golf-krigen.
3. I midten af november udarbejdede Kommissionen den seneste fuldstændige prognose til Den Økonomiske Årsberetning. I betragtning af de nuværende uvisheder omkring erhvervslivets og forbrugernes reaktioner vil en ny prognose først blive udarbejdet i maj. Man kan dog til en vis grad vurdere de faktorer, som vil påvirke den fremtidige udvikling i den økonomiske situation i Fællesskabet.
4. Selv om der er sket en vis afmatning i den økonomiske aktivitet i de fleste lande, betyder den hurtige afslutning på Golf-krigen, at verdensøkonomien og Fællesskabets økonomi nu kan vende tilbage til det spor, de befandt sig på forud for krisen. Der hersker stadig nogen usikkerhed omkring vækstperspektiverne for 1991. De grundlæggende strukturelle tendenser i beskæftigelsen, som er beskrevet i 1990-beretningen om "Beskæftigelsen i Europa", og de store retningslinjer for den økonomiske politik, som er fastsat i Den Økonomiske Årsberetning 1990-1991, gælder dog stadig.

Den nuværende økonomiske og beskæftigelsesmæssige situation

Vækst

5. Fællesskabets BNP ser ud til at være vokset med lidt under 3% i 1990 i overensstemmelse med det skøn, der var foretaget i november-prognosen. Forskellen i vækstraterne i de forskellige medlemsstater er imidlertid blevet større. Mens vækstraten i Tyskland (den gamle forbundsrepublik) var noget højere end forudset, var den i andre lande relativt mindre. I Frankrig og Det Forenede Kongerige faldt BNP faktisk i det sidste kvartal af 1990.

Beskæftigelse og arbejdsløshed

6. Som det fremgår af 1990-beretningen om "Beskæftigelsen i Europa" har beskæftigelsen i Fællesskabet siden 1973 ikke kunnet holde trit med stigningen i befolkningen i den arbejdsduelige alder. Den del af befolkningen i den arbejdsduelige alder, der er i arbejde, er stadig lavere end i USA, Japan og resten af Europa, selv om Fællesskabets beskæftigelsesindsats er blevet forbedret i de senere år, og denne sats er steget betydeligt mellem 1986 og 1989. Stigningen i beskæftigelsen i hele Fællesskabet ser ud til at være fortsat i 1990, idet arbejdsløsheden i januar 1991 var nede på 8,4%, selv om der stadig er stor forskel mellem arbejdsløsheden for mænd og kvinder (6% mod 11%).

Den særlige situation i Det Forenede Kongerige

7. Det Forenede Kongerige ser ud til at befinde sig i en anden fase end størstedelen af de andre medlemsstater. Økonomien gik allerede i midten af 1990 ind i en nedgangsperiode, og selv om der sker en vis forbedring i anden halvdel af 1991, vil der alligevel være et kraftigt fald i BNP mellem 1990 og 1991. En sådan udvikling i Det Forenede Kongerige vil naturligvis få indflydelse på perspektiverne for resten af Fællesskabet, og nedgangen er af et sådant omfang, at Fællesskabets gennemsnitlige vækstrate falder med næsten et halvt procentpoint i 1991.

Den særlige situation i Tyskland

8. Det er svært at foretage en samlet bedømmelse af situationen i Tyskland, idet der kun findes pålidelige data for den gamle forbundsrepublik. Foreningen ser her ud til at have haft en positiv virkning på væksten, idet BNP skønnes at være steget med over 4,7% i 1990. Den kraftige forbrugerefterspørgsel i den østlige del af landet har sat skub i væksten, inflationen og importen. Beskæftigelsessituationen er imidlertid meget alvorlig. Mens beskæftigelsen steg rekordagtigt i den vestlige del af landet (2,8%) med en arbejdsløshedssats, der i februar var nede på 4,6%, forværredes situationen alvorligt i den østlige del af landet. Arbejdsløsheden er allerede meget høj og stiger stadig, og det er uklart, hvornår og i hvilket omfang udviklingen vil blive vendt.

Økonomiske og beskæftigelsesmæssige perspektiver

Vækst

9. En mærkbar opbremsning i Fællesskabets økonomi i 1991 er nu uundgåelig, men der er positive tegn på en potentiel tilbagevenden til højere vækstrater i 1992. Med en forventet forøgelse af verdenshandelen, en forbedring af erhvervslivets og forbrugernes tillid og det gode grundlag for Fællesskabets økonomi, er der mulighed for, at væksten igen vil komme til at ligge tættere på middelsatsen og gennemsnittet på 2-2,5%. Det inflationsmæssige pres er lettet noget, idet den gennemsnitlige inflation i Fællesskabet i februar 1991 var nede på 5,5%, efter at den toppede med 6,3% i oktober 1990, men det potentielle inflationsmæssige pres i Fællesskabet er stadig stort.
10. Perspektiverne for erhvervslivets tillid er imidlertid uvisse. Hvis den forringelse af erhvervslivets tillid, der er observeret siden sommer, var et resultat af Golf-krisen, kan afslutningen af krigen medføre et opsving på markedet. Hvis forringelsen af erhvervslivets tillid afspejlede et generelt fald i den økonomiske aktivitet, vil en forbedring sandsynligvis kun ske langsomt.
11. Til trods for et forventet opsving er det sandsynligt, at den gennemsnitlige vækstrate for produktionen i hele Fællesskabet vil falde til omkring 1,5%. Situationen i Det Forenede Kongerige, hvor et fald i væksten i BNP på omkring 2% nu ser ud til at være sandsynlig, og i Frankrig, Italien og Tyskland, hvor der også forventes en revision i nedadgående retning i forhold til prognoserne, vil imidlertid få betydelig indvirkning på fællesskabsresultatet.

Beskæftigelse

12. I 1990 blev sammenhængen mellem beskæftigelse og vækst stadig mere udpræget, og der skete fortsat en forbedring af beskæftigelsen og af arbejdsløsheden, selv om der i anden halvdel af 1990 allerede var sket en opbremsning i væksten i BNP. Forskellen mellem væksten i beskæftigelsen og væksten i BNP er faktisk på det laveste niveau nogen sinde, dvs. omkring 1,5%. Imidlertid indebærer den traditionelle forsinkelse i tilpasningen af beskæftigelsen til ændringerne i den økonomiske aktivitet i nedgangsperioder, at beskæftigelsen kan opretholdes på nuværende tidspunkt.
13. Der kan stadig forventes en beskeden vækst på 0,5% i beskæftigelsen i 1991, som hovedsagelig skyldes disse forsinkede virkninger, selv om dette ikke vil være nok til at imødegå stigningen i den erhvervsaktive befolkning. Der kan heller ikke forventes nogen umiddelbar stigning i beskæftigelsen, når aktiviteten igen begynder at stige, så man må forvente en stigning i arbejdsløsheden i både 1991 og 1992.

Specifikke aspekter af beskæftigelsen

Sektormæssige problemer

14. Selv om den samlede beskæftigelse i Fællesskabet blev opretholdt i 1990, var nogle sektorer allerede begyndt at blive påvirket af en række ofte meget forskellige faktorer, som f.eks. Golf-krisen, den stigende inflation, afslutningen på den kolde krig og den øgede konkurrence fra tredjelande. I nogle sektorer, som f.eks. turisme og rejser, som først og fremmest blev påvirket af Golf-krigen, kan krisen være af relativ kort varighed. I andre sektorer, hvor årsagen er af mere strukturel art, vil problemerne sandsynligvis være længere, selv om de generelle perspektiver for beskæftigelsen viser sig at være positive.
15. I forsvarsindustrien, f.eks., som beskæftiger omkring 1,5 mio. højt kvalificerede faglærte arbejdstagere, har opblødningen af forholdet til landene i Østeuropa og den deraf følgende nedskæring i den militære aktivitet haft alvorlige virkninger på to måder. Først faldet i ordrer på militærmateriel, som er koncentreret inden for en række sektorer (elektronik, skibsbygning, luftfart) i enkelte medlemsstater (Det Forenede Kongerige, Tyskland, Frankrig, Nederlandene) og for det andet lukningen af militærbaser, navnlig USA's baser i Tyskland og Det Forenede Kongerige. Begge disse tendenser har haft specifikke virkninger for bestemte regioner og lokalområder, som er meget hårdt ramt.
16. Beskæftigelsen inden for tekstilindustrien i bred forstand omfattende tekstil, læder, beklædning og fodtøj er faldet med omkring 25% i 1980'erne til næsten 2,5 mio. Beskæftigelsesandelen er ens i alle medlemsstater (1-2%) med undtagelse af Portugal, hvor den er på 4,4%. Den omstrukturering, der blev gennemført i begyndelsen af 80'erne, og som indebar kraftige nedskærelser i antallet af arbejdspladser, øget mekanisering og automatisering, førte til højere vækstrater mellem 1984 og 1987, men kan vise sig at være utilstrækkelig til at sikre en stabil vækst på langt sigt over for konkurrencen fra nye og allerede eksisterende lavomkostningsproducenter.
17. Bilindustrien (4,8 mio. ansatte, herunder leverandører og distributører) oplever i øjeblikket en alvorlig, men sandsynligvis midlertidig, nedgang i salget på verdensplan. Den relevante faktor er den procentdel af disse stillinger, som står på spil, hvis den europæiske bilindustri mister flere markedsandele til dens konkurrenter. Selv om der findes et omstillingsproblem inden for den europæiske bilindustri, hænger nedgangen i antallet af arbejdspladser ikke nødvendigvis direkte sammen med ændringerne i markedsandele. Beskæftigelsesproblemerne opstår, fordi nye arbejdspladser, hverken i antal eller beliggenhed, kompenserer for nedlagte arbejdspladser.

18. Edb-industrien (236.000 arbejdstagere) i Europa udgør omkring 30% af det samlede verdensmarked. Det europæiske marked voksede hurtigt i 1980'erne, men beskæftigelsen faldt igen noget i 1988. Beskæftigelsen inden for denne sektor ændrer sig fra manuelt arbejde til kontorarbejde med en stigning i beskæftigelsesandelen inden for software, teknisk støtte og marketing.

Regionale problemer

19. Der findes stadig store regionale forskelle i Fællesskabet. De ti mindst udviklede regioner, der hovedsageligt er beliggende i Grækenland og Portugal, har en gennemsnitlig indkomst pr. indbygger på under en tredjedel af gennemsnittet for de ti højest udviklede regioner. Disse forskelle blev lidt større i første halvdel af 1980'erne, men har siden da ligget på det samme niveau. Ændringerne i de regionaler beskæftigelsesniveauer og forskellene de regionale arbejdsløshedssatser er blevet endnu mere udtalte. Selv om der skete en mindre forbedring i slutningen af 1980'erne, ligger den gennemsnitlige arbejdsløshedssats på mellem 2,5% for de ti lavest udviklede regioner og 22% for de ti højest udviklede regioner (Fjerde periodiske beretning om Fællesskabets regioner).

Dårligt stillede grupper

20. Selv om lavere vækst naturligvis påvirker alle dele af arbejdsmarkedet, vil det også føre til en forværrelse af situationen for de traditionelt dårligt stillede grupper af arbejdsstyrken. Risikoen for en tilbagevenden til forhold som i begyndelsen af 1980'erne kan ikke udelukkes. Efter en periode, hvor der er blevet gjort betydelige fremskridt i forbindelse med bekæmpelsen af langtidsarbejdsløshed og ungdomsarbejdsløshed, er der navnlig behov foran fornyet indsats, hvis alt hvad man har opnået i de seneste år, ikke skal tabes på gulvet. Man må navnlig være opmærksom på arbejdsløsheden blandt kvinder, der forbliver næsten dobbelt så høj som for mændene, og som er karakteriseret ved en meget høj grad af langtidsarbejdsløshed: 55% af alle arbejdsløse kvinder er langtidsarbejdsløse, og i nogle medlemsstater er denne procentdel på omkring 70% (Belgien 78,5%, Italien 69,5%, Spanien 69%).

Fællesskabets indsats

21. Fællesskabets centrale mål er et højt beskæftigelsesniveau med jobs af en god kvalitet. Dette mål forfølges gennem vidtrækkende politikker og aktioner, der strækker sig over hele det økonomiske og sociale område. De er hovedsageligt baseret på gennemførelsen af det indre marked støttet af en afbalanceret økonomisk udvikling og en vækst i handlen både inden for og uden for Fællesskabet. Ud over disse generelle principper forfølges beskæftigelsesmålene gennem en række politikker - herunder reformen af den fælles landbrugspolitik, brugen af Fællesskabets strukturfonde og den sociale dialog på fællesskabsplan - specifikke beskæftigelses-

politiske aktioner og retningslinjer samt politikker og aktioner på området erhvervsuddannelse.

Spørgsmål

1. Deler udvalget Kommissionens syn på den nuværende økonomiske og beskæftigelsesmæssige situation og fremtidsperspektiverne herfor?
2. Har udvalget nogen særlige kommentarer til situationen og perspektiverne for udviklingen inden for specifikke sektorer?
3. Hvordan ser udvalget på situationen i regionerne?
4. Hvordan ser udvalget på perspektiverne for særlige grupper af arbejdsstyrken?
5. Hvilke løsninger mener udvalget vil være de mest hensigtsmæssige under de nuværende omstændigheder?

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

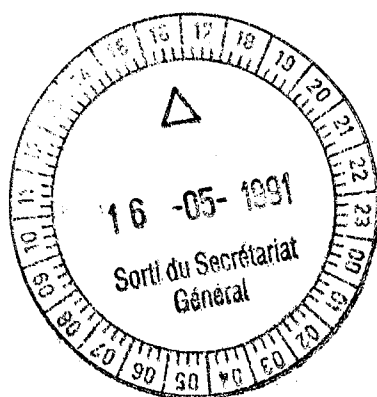
ΣΕΚ(91) 928

Βρυξέλλες, 14 Μαΐου 1991

Μόνιμη Επιτροπή Απασχόλησης
30 Μαΐου 1991

Κατάσταση και Προοπτικές Απασχόλησης στην Κοινότητα

(Έγγραφο εργασίας των υπηρεσιών της Επιτροπής)



Κατάσταση και Προοπτικές Απασχόλησης στην Κοινότητα

1. Στην έκθεση "Η Απασχόληση στην Ευρώπη" του 1990, η ανάλυση της Επιτροπής σχετικά με την κατάσταση της οικονομίας και της απασχόλησης στην Κοινότητα χαρακτηρίστηκε από "συγκρατημένη αισιοδοξία" καθώς οι περισσότερες περιοχές της Κοινότητας χαρακτηρίζονται από ισχυρή οικονομική ανάπτυξη, ουσιαστική δημιουργία θέσεων απασχόλησης και χαμηλό πληθωρισμό. Η ολοκλήρωση της ενιαίας αγοράς, τα ανοίγματα της Κεντρικής και Ανατολικής Ευρώπης πρόσφεραν ευκαιρίες από τις οποίες όλοι μπορούν να ωφεληθούν.
2. Υπήρχαν ήδη μερικές ενδείξεις που φανέρωναν ότι η οικονομία της Κοινότητας άρχιζε να επιβραδύνεται μετά τα πολύ υψηλά ποσοστά ανάπτυξης του 1988 και 1989, αλλά ωστόσο αναμενόταν ότι η παραγωγή και η αύξηση της απασχόλησης θα συνέχιζονταν με ευνοϊκά ποσοστά. Από την εποχή εκείνη, οι προοπτικές για την Κοινότητα και την παγκόσμια οικονομία πλήττονται από την αβεβαιότητα που επέφεραν πρώτα η κρίση που προκάλεσε η εισβολή στο Κουβέϊτ, και κατά δεύτερο λόγο ο ίδιος ο πόλεμος του Κόλπου.
3. Η τελευταία πλήρης πρόβλεψη που ετοίμασε η Επιτροπή ήταν εκείνη που ετοιμάστηκε στα μέσα Νοεμβρίου για την Ετήσια Οικονομική Έκθεση. Ενόψει των σημερινών αβεβαιοτήτων σχετικά με τις αντιδράσεις επιχειρήσεων και καταναλωτών, δεν θα ετοιμαστεί νέα πρόβλεψη μέχρι το Μάιο. Μπορεί ωστόσο να γίνει κάποια εκτίμηση των παραγόντων οι οποίοι μπορούν να επηρεάσουν την μελλοντική ανάπτυξη της οικονομικής κατάστασης στην Κοινότητα.
4. Μολονότι υπήρξε κάποια αποδυνάμωση της οικονομικής δραστηριότητας στις περισσότερες χώρες, το γρήγορο τέλος του πολέμου του Κόλπου σημαίνει ότι η παγκόσμια και η Κοινοτική οικονομία μπορούν σήμερα να επιστρέψουν στην πορεία που ακολουθούσαν πριν από την κρίση. Οι προοπτικές απασχόλησης για το 1991 σκιάζονται ακόμη από κάποια αβεβαιότητα. Ωστόσο εξακολουθούν να ισχύουν οι βασικές διαρθρωτικές τάσεις στην απασχόληση, που περιγράφονται στη έκθεση "Η απασχόληση στην Ευρώπη" του 1990 και οι ευρείς προσανατολισμοί της οικονομικής πολιτικής που παρατίθενται στην Ετήσια Οικονομική Έκθεση του 1990-91.

Σημερινή Κατάσταση της Οικονομίας και της Απασχόλησης

Ανάπτυξη

5. Το ΑΕΠ της Κοινότητας παρουσιάζει αύξηση το 1990, σύμφωνα με τις εκτιμήσεις της πρόβλεψης του Νοεμβρίου, σε ποσοστό ελάχιστα μικρότερο του 3% . Οι αποκλίσεις στα ποσοστά ανάπτυξης μεμονωμένων κρατών μελών έχουν ωστόσο διευρυνθεί. Το ποσοστό ανάπτυξης στη Γερμανία (πρώην ΟΔΓ) ήταν κάπως μεγαλύτερο από το προβλεπόμενο, ενώ σε άλλες χώρες ήταν σχετικά μικρότερο. Στη Γαλλία και στο Ηνωμένο Βασίλειο το ΑΕΠ στην πραγματικότητα μειώθηκε στο τελευταίο τρίμηνο του 1990.

Απασχόληση και ανεργία

6. Όπως σημειώνεται στην έκθεση "Η Απασχόληση στην Ευρώπη" του 1990, στην περίοδο από το 1973 και μετά, η απασχόληση στην Κοινότητα δεν συμβαδίζει με την αύξηση του πληθυσμού που βρίσκεται σε ενεργή επαγγελματικά ηλικία. Η μερίδα του απασχολούμενου πληθυσμού που βρίσκεται σε ενεργή επαγγελματικά ηλικία στην Κοινότητα, συνεχίζει να είναι μικρότερη από εκείνη των Ηνωμένων Πολιτειών, της Ιαπωνίας ή της μη κοινοτικής Ευρώπης, μολονότι η αποδοτικότητα της απασχόλησης στην Κοινότητα έχει βελτιωθεί τα τελευταία χρόνια και η αναλογία αυτή βελτιώθηκε σημαντικά μεταξύ 1986 και 1989. Το 1990 η συνολική αύξηση της απασχόλησης στην Κοινότητα παρουσιάζεται ισχυρά βελτιωμένη: η ανεργία τον Ιανουάριο του '91 μειώθηκε σε 8,4%, μολονότι συνεχίζει να υφίσταται μεγάλη διαφορά μεταξύ της ανεργίας ανδρών και γυναικών (6% και 11% αντίστοιχα).

Ιδιαίτερη περίπτωση - ΗΒ

7. Το Ηνωμένο Βασίλειο παρουσιάζεται σε κάπως διαφορετική φάση του κύκλου από την πλειοψηφία των λοιπών χωρών της Κοινότητας. Η οικονομία είχε ήδη παρουσιάσει πτώση στα μέσα της δεκαετίας του '90, και ακόμη και αν παρουσιαστεί κάποια ανάκαμψη στο δεύτερο εξάμηνο του 1991, το πραγματικό ΑΕΠ θα μειωθεί σημαντικά μεταξύ 1990 και 1991. Οι εξελίξεις αυτές στο ΗΒ θα έχουν σαφώς συνέπειες για τις προοπτικές όσον αφορά τις λοιπές χώρες της Κοινότητας, και το μέγεθος των μεταβολών είναι τέτοιο ώστε θα προκαλέσει μείωση του μέσου ποσοστού ανάπτυξης της Κοινότητας κατά 1% περίπου για το 1991.

Ιδιαίτερη περίπτωση - Γερμανία

8. Η κατάσταση στη Γερμανία είναι δύσκολο να κριθεί συνολικά, γιατί τα μόνα έγκυρα διαθέσιμα στοιχεία αφορούν την πρώην ΟΔΓ. Η ενοποίηση φαίνεται ότι επέφερε θετικό αποτέλεσμα για την ανάπτυξη στη Γερμανία, καθώς εκτιμάται ότι το ΑΕΠ έχει αυξηθεί κατά 4,7% το 1990. Η μαζική ζήτηση των καταναλωτών του Ανατολικού τμήματος ενίσχυσε την ανάπτυξη, τον πληθωρισμό και την αύξηση των εισαγωγών. Η κατάσταση της απασχόλησης είναι ωστόσο σοβαρή. Στο Δυτικό τμήμα η απασχόληση αυξήθηκε σε ποσοστά ρεκόρ (2,8%), με την ανεργία να έχει μειωθεί σε 4,6% τον Ιανουάριο, αλλά στο Ανατολικό τμήμα η κατάσταση επιδεινώνεται σοβαρά. Η ανεργία βρίσκεται ήδη σε πολύ υψηλά επίπεδα και συνεχίζει να αυξάνεται, ενώ παραμένουν ασαφή το μέγεθος και ο χρόνος αντιστροφής της κατάστασης.

Προοπτικές για την Οικονομία και την Απασχόληση

Ανάπτυξη

9. Σήμερα, μία έντονη επιβράδυνση της ανάπτυξης στην Κοινότητα είναι αναπόφευκτη για το 1991, υπάρχουν όμως θετικές ενδείξεις μίας ενδεχόμενης επιστροφής σε υψηλότερα ποσοστά ανάπτυξης για το 1992. Μέσω της αναμενόμενης αύξησης του παγκόσμιου εμπορίου, της ενίσχυσης της εμπιστοσύνης επιχειρήσεων και καταναλωτών και των σωστών θεμελιωδών συνθηκών για την Κοινοτική οικονομία, η ανάπτυξη μπορεί να επιστρέψει κάπως πλησιέστερα στο μεσοχρόνιο ποσοστό της, με μέσο όρο 2 - 2,5%. Οι πληθωριστικές πιέσεις έχουν κατά ένα μέρος απαλυνθεί, και το μέσο ποσοστό του πληθωρισμού στην Κοινότητα τον Φεβρουάριο του 1991 ήταν 5,5%, πολύ χαμηλότερο από το ποσοστό-ρεκόρ του Οκτωβρίου 1990 (6,3%), αλλά οι βασικές πληθωριστικές πιέσεις στην Κοινότητα παραμένουν ισχυρές.
10. Οι προοπτικές για εμπιστοσύνη των επιχειρήσεων είναι ωστόσο αβέβαιες. Στο μέτρο που η μείωση της εμπιστοσύνης των επιχειρήσεων η οποία παρατηρήθηκε από το καλοκαίρι και μετά υπήρξε αποτέλεσμα της κρίσης του Κόλπου, το τέλος του πολέμου θα μπορούσε να επιφέρει μια έντονη ανάκαμψη. Στο μέτρο που αντικατόπτριζε τη γενική μείωση της οικονομικής δραστηριότητας, η βελτίωση θα είναι πιθανά αργή.
11. Αν η αναμενόμενη ανάκαμψη δεν επέλθει, το μέσο ποσοστό αύξησης της παραγωγής της Κοινότητας συνολικά μπορεί να μειωθεί κατά 1,5% περίπου. Το αποτέλεσμα για την Κοινότητα ωστόσο θα επηρεαστεί σημαντικά από την κατάσταση στο Ηνωμένο Βασίλειο, όπου φαίνεται πιθανή η μείωση της αύξησης του ΑΕΠ κατά 2% περίπου, και την κατάσταση στη Γαλλία, την Ιταλία και την ίδια την ΟΔΓ, όπου επίσης αναμένεται αναθεώρηση της πρόβλεψης σε χαμηλότερα επίπεδα.

Απασχόληση

12. Το 1990, η βασική σχέση μεταξύ απασχόλησης και ανάπτυξης συνέχισε να περιορίζεται κατά τρόπο ώστε, μολονότι η ανάπτυξη του ΑΕΠ στο δεύτερο εξάμηνο του 1990 ήδη επιβραδυνόταν, η απασχόληση και η ανεργία συνέχισαν να βελτιώνονται. Πράγματι, το χάσμα μεταξύ της αύξησης της απασχόλησης και της αύξησης του ΑΕΠ βρίσκεται στο χαμηλότερο επίπεδο που έφτασε ποτέ (σε ποσοστό περίπου 1,5%). Με δεδομένη την παραδοσιακή καθυστέρηση μεταξύ της προσαρμογής της απασχόλησης στις μεταβολές της οικονομικής δραστηριότητας κατά τις περιόδους ύφεσης, η απασχόληση μπορεί ωστόσο να παραμείνει προσωρινά στα ίδια επίπεδα.
13. Μπορεί ακόμη να αναμένεται μία μικρή αύξηση της απασχόλησης κατά 0,5% το 1991, κυρίως λόγω επιδράσεων που επέρχονται καθυστερημένα, μολονότι η αύξηση αυτή δεν θα επαρκέσει για να καλύψει την αύξηση του ενεργού επαγγελματικού πληθυσμού. Επιπλέον, όταν η δραστηριότητα ενδεχομένως αυξηθεί, δεν πρέπει να αναμένεται άμεση αύξηση της απασχόλησης και επομένως πρέπει να αναμένονται αυξήσεις της ανεργίας το 1991 και το 1992.

Ιδιαίτερες Πλευρές της Απασχόλησης

Κλαδικά προβλήματα

14. Μολονότι η συνολική απασχόληση στην Κοινότητα παρέμεινε σε σταθερά επίπεδα στη διάρκεια του 1990, ορισμένοι κλάδοι άρχιζαν ήδη να επηρεάζονται από μια σειρά παραγόντων, συχνά ανόμοιων μεταξύ τους: η κρίση του Κόλπου, η αύξηση του πληθωρισμού, το τέλος του ψυχρού πολέμου και η αύξηση του ανταγωνισμού από τρίτες χώρες. Σε ορισμένους κλάδους, όπως π.χ. ο τουρισμός και τα ταξίδια, οι οποίοι βασικά επηρεάστηκαν από τον Κόλπο, η κρίση θα μπορούσε να είναι σχετικά σύντομη. Σε μερικούς άλλους κλάδους, όπου η αιτία είναι περισσότερο διαρθρωτική, τα προβλήματα είναι πιθανό να είναι περισσότερο μακροχρόνια, ακόμη και αν οι γενικές προοπτικές για την απασχόληση είναι καλές.
15. Στην αμυντική βιομηχανία, για παράδειγμα, η οποία απασχολεί περίπου 1,5 εκατομμύριο άτομα με υψηλό βαθμό επαγγελματικής εξειδίκευσης, η εξομάλυνση των σχέσεων με τις χώρες της Ανατολικής Ευρώπης και κατά συνέπεια η πτώση της στρατιωτικής δραστηριότητας έχει σοβαρές συνέπειες κατά δύο τρόπους. Πρώτον, η μείωση των παραγγελιών για στρατιωτικό εξοπλισμό, που συγκεντρώνεται σε μια σειρά κλάδων (ηλεκτρονική, ναυπήγηση, αεροπορία) σε μερικά κράτη μέλη (ΗΒ, ΟΔΓ, Γαλλία, Ολλανδία), και δεύτερον το κλείσιμο των στρατιωτικών βάσεων, ιδιαίτερα των βάσεων των ΗΠΑ στη Γερμανία και το ΗΒ. Οι δύο αυτές τάσεις έχουν ιδιαίτερες συνέπειες σε ορισμένες περιφέρειες και σε τοπικό επίπεδο, που τείνουν να είναι ισχυρότατες.
16. Η απασχόληση στην υφαντουργική βιομηχανία, με την ευρύτερή της έννοια - που καλύπτει υφάσματα, δέρματα, είδη ένδυσης και υπόδησης - μειώθηκε κατά 25% περίπου στη δεκαετία του '80 και σήμερα απασχολεί 2,5 εκατομμύρια άτομα περίπου. Το ποσοστό απασχόλησης είναι παρόμοιο σε όλα τα κράτη μέλη (1-2%) εκτός από την Πορτογαλία όπου το ποσοστό είναι 4,4%. Η αναδιάρθρωση που έλαβε χώρα στις αρχές τις δεκαετίας του '80 και περιελάμβανε δραστικές μειώσεις των θέσεων απασχόλησης, αύξηση της εκμηχάνισης και της αυτοματοποίησης, οδήγησε σε υψηλότερα ποσοστά ανάπτυξης μεταξύ 1984 και 1987, αλλά μπορεί να είναι ανεπαρκής για την εξασφάλιση σταθερής ανάπτυξης μακροχρόνια, ενόψει του ανταγωνισμού από νέους και υφιστάμενους παραγωγούς με χαμηλό κόστος.
17. Η αυτοκινητοβιομηχανία (απασχολεί 4,8 εκατομμύρια εργαζόμενους, συμπεριλαμβανομένων προμηθευτών και διανομέων), υφίσταται σήμερα μία σοβαρή, αλλά πιθανά προσωρινή ύφεση όσον αφορά τις πωλήσεις σε παγκόσμιο επίπεδο. Ο σχετικός παράγοντας εδώ, είναι το ποσοστό των θέσεων εργασίας που απειλούνται αν η ευρωπαϊκή αυτοκινητοβιομηχανία χάσει περισσότερο έδαφος έναντι των ανταγωνιστών της. Μολονότι υπάρχει πρόβλημα μετατροπών στην ευρωπαϊκή αυτοκινητοβιομηχανία, η μείωση των θέσεων εργασίας δεν συνδέεται απαραίτητα άμεσα με τις μεταβολές στα μερίδια της αγοράς. Το πρόβλημα της απασχόλησης προκύπτει από τη στιγμή που οι οποιεσδήποτε νέες θέσεις εργασίας δεν αντισταθμίζουν τις θέσεις που χάθηκαν είτε ως προς τον αριθμό είτε ως προς τον τόπο.

18. Η βιομηχανία ηλεκτρονικών υπολογιστών (236.000 άτομα) στην Ευρώπη εκπροσωπεί το 30% περίπου του συνόλου της παγκόσμιας αγοράς. Η ευρωπαϊκή αγορά αναπτύχθηκε γρήγορα στη διάρκεια της δεκαετίας του '80, αλλά η απασχόληση μειώθηκε κάπως το 1988. Η απασχόληση στον κλάδο αυτό μεταβάλλεται: οι χειρωνακτικές εργασίες δίνουν τη θέση τους σε εργασίες γραφείου, ενώ αυξάνονται οι θέσεις απασχόλησης στους τομείς του λογισμικού, τεχνικής υποστήριξης και μάρκετινγκ.

Προβλήματα των περιφερειών

19. Οι διαφορές μεταξύ περιφερειών στην Κοινότητα συνεχίζουν να υφίστανται. Σήμερα, οι 10 λιγότερο ανεπτυγμένες περιφέρειες οι οποίες βρίσκονται κυρίως στην Ελλάδα και την Πορτογαλία, έχουν μέσο κατά κεφαλή εισόδημα μικρότερο από το 1/3 του μέσου όρου των 10 περισσότερο ανεπτυγμένων περιφερειών. Οι ανομοιότητες αυτές αυξήθηκαν ελαφρά στο πρώτο μισό της δεκαετίας του '80, αλλά από τότε παραμένουν στο ίδιο περίπου επίπεδο. Οι μεταβολές σε περιφερειακά επίπεδα απασχόλησης και οι ανομοιότητες των ποσοστών ανεργίας των περιφερειών έχουν γίνει ακόμη πιο έντονες. Μολονότι υπήρξε κάποια βελτίωση στα τέλη της δεκαετίας του '80, το μέσο ποσοστό ανεργίας κυμαίνεται από 2,5% στις 10 χαμηλότερες περιφέρειες μέχρι 22% στις 10 υψηλότερες. (Τέταρτη Περιοδική Έκθεση σχετικά με τις Περιφέρειες της Κοινότητας).

Μειονεκτούσες ομάδες

20. Μολονότι η χαμηλότερη ανάπτυξη θα επηρέαζε κατ'ανάγκη όλους τους κλάδους της αγοράς εργασίας, θα μπορούσε επίσης να οδηγήσει σε επιδείνωση της κατάστασης για τα παραδοσιακά μειονεκτούντα τμήματα του εργατικού δυναμικού. Πράγματι, δεν πρέπει να αποκλείεται ο κίνδυνος επιστροφής στις συνθήκες των αρχών της δεκαετίας του '80. Ιδιαίτερα μετά από μια περίοδο κατά την οποία σημειώθηκε σημαντική πρόοδος στην καταπολέμηση της μακροχρόνιας ανεργίας και της ανεργίας των νέων, υπάρχει ανάγκη για ανανέωση της επαγρύπνησης για να μη χαθούν όσα επιτεύχθηκαν τα τελευταία χρόνια. Θα πρέπει να δοθεί ιδιαίτερη προσοχή στην ανεργία των γυναικών, η οποία παραμένει σχεδόν διπλάσια από την ανεργία των ανδρών και χαρακτηρίζεται από υψηλό βαθμό μακροχρόνιας ανεργίας: το 55% του συνόλου των ανέργων γυναικών είναι μακροχρόνια άνεργες, και σε μερικά κράτη μέλη το ποσοστό αυτό φτάνει το 70% περίπου (Βέλγιο: 78,5%, Ιταλία: 69,5%, Ισπανία: 69%).

Ανταπόκριση της Κοινότητας

21. Η επίτευξη υψηλών επιπέδων απασχόλησης με ποιοτικές θέσεις απασχόλησης αποτελεί κεντρικό στόχο της Κοινότητας. Για την επίτευξη του στόχου αυτού χρησιμοποιείται ένα ευρύ φάσμα πολιτικών και δραστηριοτήτων οι οποίες εκτείνονται πέρα από τον οικονομικό και τον κοινωνικό τομέα. Βασίζονται κυρίως στην ολοκλήρωση της Ενιαίας Αγοράς που υποστηρίζεται από την ισορροπημένη οικονομική ανάπτυξη και την επέκταση του εμπορίου μέσα και έξω από την Κοινότητα. Εκτός από τις γενικές αυτές αρχές, χρησιμοποιείται μια ποικιλία πολιτικών για την επίτευξη των στόχων της απασχόλησης - σε αυτές περιλαμβάνεται η αναμόρφωση της Κοινής Αγροτικής Πολιτικής, η χρήση των Διαρθρωτικών Ταμείων της Κοινότητας, και ο κοινωνικός διάλογος σε κοινοτικό επίπεδο - καθώς και ειδικές δράσεις και κατευθυντήριες γραμμές για την πολιτική της απασχόλησης, πολιτικές και δραστηριότητες στον τομέα της επαγγελματικής εκπαίδευσης και της κατάρτισης.

Ερωτήσεις

1. Συμμερίζεται η επιτροπή την άποψη της Επιτροπής σχετικά με την σημερινή κατάσταση και τις προοπτικές για την οικονομία και την απασχόληση;
2. Επιθυμεί η επιτροπή να διατυπώσει κάποια ιδιαίτερα σχόλια σχετικά με την κατάσταση και τις προοπτικές για την ανάπτυξη σε ειδικούς κλάδους;
3. Ποιες είναι οι απόψεις της επιτροπής σχετικά με την κατάσταση στις περιφέρειες;
4. Ποιες είναι οι απόψεις της επιτροπής σχετικά με τις προοπτικές που αφορούν ειδικές ομάδες του εργατικού δυναμικού;
5. Ποιες είναι οι αντιδράσεις που πιστεύει η επιτροπή ότι θα ήταν οι πλέον κατάλληλες υπό τις σημερινές συνθήκες;

Historical Archives of the European Commission

COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

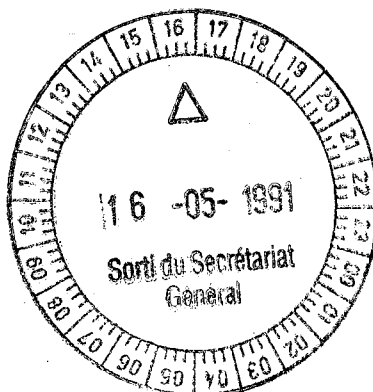
SEC(91) 928

Bruselas, 14 de mayo de 1991

Comité Permanente sobre Empleo
30 de mayo de 1991

Situación y perspectivas del empleo en la Comunidad

(Documento de trabajo de los servicios de la Comisión)



Situación y perspectivas del empleo en la Comunidad

1. En el Informe "El empleo en Europa" de 1990, el análisis de la Comisión sobre la situación económica y del empleo se caracterizaba por un "optimismo cauto", ya que la mayor parte de la Comunidad disfrutaba de crecimiento económico, una considerable creación de puestos de trabajo y una baja inflación. La consecución del Mercado interior y la apertura de Europa central y del este ofrecían oportunidades de las que todos podrían beneficiarse.
2. Ya había algunos indicios de que la economía de la Comunidad estaba empezando a aminorar el ritmo respecto a los elevadísimos índices de crecimiento de 1988 y 1989, pero se esperaba que a pesar de todo, el crecimiento de la producción y del empleo seguirían manteniendo índices favorables. Desde entonces, el panorama para la economía tanto comunitaria como mundial se ha visto lleno de incertidumbre, primero por la crisis provocada por la invasión de Kuwait y luego por la propia guerra del Golfo.
3. El último pronóstico global de la Comisión se preparó a mediados de noviembre con motivo del Informe Económico Anual. A la vista de la incertidumbre reinante por lo que respecta a las reacciones empresariales y de los consumidores, no se preparará un nuevo pronóstico hasta el mes de mayo. No obstante, se puede hacer una cierta evaluación de los factores que pueden afectar al futuro desarrollo de la situación económica de la Comunidad.
4. Si bien en la mayoría de los países se ha producido una cierta debilitación de la actividad económica, la rápida conclusión de la guerra del Golfo hace que la economía mundial y comunitaria puedan reaunar el curso que seguían antes de la crisis. Las perspectivas de crecimiento para 1991 todavía están rodeadas de cierta incertidumbre. No obstante, las tendencias estructurales subyacentes del empleo descritas en el informe "El empleo en Europa" de 1990 y las amplias orientaciones de la política económica establecidas en el Informe Económico Anual de 1990-91 siguen siendo válidas.

Situación actual de la economía y del empleo

Crecimiento

5. El PIB de la Comunidad creció en 1990 de acuerdo con lo previsto en el pronóstico del mes de noviembre, a saber, apenas por debajo del 3%. Sin embargo, las diferencias en los índices de crecimiento de los distintos Estados miembros han aumentado. Si bien el índice de crecimiento en Alemania (antigua RFA) fue algo superior a lo previsto, en otros países fue relativamente inferior. De hecho, en Francia y el Reino Unido el PIB descendió en el último trimestre de 1990.

Empleo y paro

6. Como se señaló en el informe "El empleo en Europa" de 1990, desde 1973 el empleo no se ha mantenido al nivel del crecimiento de la población en edad laboral. La proporción de la población en edad laboral de la Comunidad sigue siendo inferior a la de Estados Unidos, Japón o la Europa no comunitaria, aunque la situación del empleo en la Comunidad ha mejorado en los últimos años y la proporción mejoró significativamente entre 1986 y 1988. En 1990 el crecimiento del empleo en el conjunto de la Comunidad se mantuvo firmemente: en enero de 1991 el paro descendió al 8,4%, aunque aún existe una gran diferencia entre el paro masculino y femenino (un 6% y un 11% respectivamente).

Situación especial - Reino Unido

7. Parece que el Reino Unido se encuentra en una fase del ciclo un tanto diferente de la del resto de la Comunidad. La economía ya había iniciado cierto descenso a mediados de 1990, e incluso si experimenta cierta recuperación durante la segunda mitad de 1991, se producirá un importante descenso del PIB real entre 1990 y 1991. Obviamente, la situación en el Reino Unido afectará a las perspectivas para el resto de la Comunidad, y la revisión tiene tal envergadura que el índice medio de crecimiento de la Comunidad se ha reducido casi medio punto porcentual en 1991.

Situación especial - Alemania

8. Resulta difícil emitir un juicio global sobre la situación en Alemania, ya que sólo se dispone de datos fiables sobre la antigua RFA. Parece que la unificación está teniendo un efecto positivo sobre el crecimiento, ya que se estima que el PIB subió un 4,7% en 1990. La enorme demanda de los consumidores de la parte oriental está alimentando el crecimiento, la inflación y el aumento de las importaciones. Sin embargo, la situación del empleo es grave. En tanto que en la parte occidental el empleo experimentó un índice de crecimiento récord (2,8%), con un descenso del desempleo hasta 4,6% en febrero, en el este la situación se está deteriorando muchísimo. El desempleo ya es muy elevado y sigue aumentando, sin que todavía esté claro cuando puede producirse una inversión de esta tendencia y la envergadura de la misma.

Perspectivas económicas y del empleo

Crecimiento

9. En estos momentos es inevitable una pronunciada disminución del ritmo en la Comunidad, pero hay señales positivas de una posible vuelta hacia unos índices de crecimiento más elevados en 1992. Con el esperado aumento del comercio mundial, el fortalecimiento de la confianza de las empresas y los consumidores y unas buenas condiciones de base en la economía de la Comunidad, es posible que el crecimiento económico de la Comunidad se aproxime a su índice a medio plazo con una media del 2-2,5%. Ha habido cierta disminución de la presión inflacionista, y el índice medio de inflación de la Comunidad descendió al 5,5% en febrero de 1991 tras alcanzar su cota máxima del 6,3% en octubre de 1990, pero la presión inflacionista subyacente en la Comunidad sigue siendo fuerte.
10. Sin embargo, las perspectivas relativas a la confianza por parte de las empresas no están claras. Si el deterioro de la confianza de las empresas observado desde el verano era consecuencia de la crisis del Golfo, entonces el final de la guerra podría dar lugar a una marcada recuperación, pero si reflejaba el declive general de la actividad económica, entonces es probable que la mejora sea lenta.
11. A pesar de la recuperación esperada, es posible que el índice medio de crecimiento de la producción del conjunto de la Comunidad disminuya alrededor de un 1,5%. No obstante, la situación en el Reino Unido, donde parece probable un descenso del crecimiento del PIB de alrededor del 2%, y en Francia, Italia y la propia RFA, donde también se espera que los resultados sean peores de lo previsto, afectará significativamente a la situación de la Comunidad.

Empleo

12. En 1990, la relación subyacente entre empleo y crecimiento siguió estrechándose, de manera que aunque el crecimiento del PIB durante la segunda mitad de 1990 ya estaba decendiendo, el empleo y el desempleo siguieron mejorando. De hecho, la diferencia entre el crecimiento del empleo y el crecimiento del PIB se encuentra en su nivel más bajo, en un 1,5%. Dado el tradicional desfase del ajuste del empleo a los cambios de la actividad económica en la fase descendente del ciclo, es posible que a pesar de todo el empleo se siga manteniendo.
13. Todavía puede esperarse un ligero crecimiento del empleo del 0,5% para 1991, en gran parte debido al mencionado desfase, aunque este crecimiento no bastará para compensar el aumento de la población activa. Además no cabe esperar una subida inmediata del empleo una vez que la actividad se recupere finalmente, así que puede preverse un aumento del desempleo tanto en 1991 como en 1992.

Aspectos específicos del empleo

Problemas sectoriales

14. Aunque el empleo global en la Comunidad se mantuvo a lo largo de 1990, ciertos sectores ya se estaban viendo afectados por una serie de factores a menudo dispares: la crisis del Golfo, una creciente inflación, el final de la guerra fría y una mayor competencia de los países terceros. En algunos sectores, como el turismo y los viajes, a los que afectó sobre todo la guerra del Golfo, la crisis podría ser relativamente corta. En otros sectores, en los que las causas son más estructurales, es probable que los problemas sean más persistentes, incluso si las perspectivas generales para el empleo resultan favorables.
15. En las industrias de defensa, por ejemplo, que dan empleo a alrededor de 1 millón y medio de personas altamente especializadas, la mejora de las relaciones con los países de Europa del este y la consiguiente disminución de la actividad militar está teniendo graves consecuencias en dos sentidos. En primer lugar, la disminución de los pedidos de material militar, el cual se concentra en una serie de sectores (electrónica, astilleros, aeroespacial) de unos pocos Estados miembros (Reino Unido, Alemania, Francia y los Países Bajos), y en segundo lugar, el cierre de bases militares, en particular las de Estados Unidos en el Reino Unido y Alemania. Estas dos tendencias tienen consecuencias específicas para regiones y zonas concretas, para las que suponen un duro golpe.
16. El empleo en la industria textil en su sentido más amplio, que incluye textiles, pieles, prendas de vestir y calzado descendió aproximadamente un 25% durante la década de los 80 y en la actualidad se han perdido unos 2,5 millones de puestos de trabajo. La proporción del empleo es similar en todos los Estados miembros (1-2%) a excepción de Portugal, con un 4,4%. La reestructuración ocurrida a comienzos de los años 80, que supuso una gran reducción del número de puestos de trabajo y una mayor mecanización y automatización, dio lugar a unos índices de crecimiento más elevados entre 1984 y 1987, pero puede ser insuficiente para garantizar un crecimiento estable a largo plazo, a la vista de la competencia de los nuevos y de los antiguos productores a bajo coste.
17. La industria del automóvil (4,8 millones de personas empleadas, incluyendo a proveedores y distribuidores), está experimentando a nivel mundial en estos momentos una recesión grave, pero probablemente temporal, de las ventas. El factor que resulta pertinente es el porcentaje de puestos de trabajo que están en peligro si la industria europea del automóvil pierde más terreno frente a la competencia. Si bien existe un problema de reconversión en la industria europea del automóvil, la pérdida de puestos de trabajo no está necesariamente relacionada de forma directa con los cambios en la participación en los mercados. El problema del empleo surge en la medida en que los nuevos puestos de trabajo no compensan los puestos de trabajo perdidos ni en número ni en localización.
18. La industria informática europea (236.000 personas) constituye aproximadamente el 30% del mercado mundial total. El mercado

Europeo creció rápidamente durante los años 80, pero el empleo se quedó un poco atrás en 1988. El empleo en este sector está pasando de puestos de trabajo sin especialización a puestos administrativos, con un aumento de la proporción del empleo en el campo del software, el apoyo técnico y la comercialización.

Problemas regionales

19. Las diferencias regionales en la Comunidad siguen existiendo. Las 10 regiones menos desarrolladas, situadas principalmente en Grecia y Portugal, cuentan en la actualidad con unos ingresos medios per cápita inferiores a un tercio de la media de las 10 regiones más desarrolladas. Estas disparidades aumentaron ligeramente en la primera mitad de los años 80, pero desde entonces se han mantenido en un nivel similar. Los cambios de los niveles regionales de empleo y las disparidades de los índices de paro de las regiones se han hecho aún más pronunciados. Aunque en los últimos años de la década de los 80 se produjo una cierta mejoría, el índice medio de desempleo va del 2,5% en las 10 regiones más bajas al 22% en las regiones más altas (Cuarto Informe Periódico sobre las Regiones Comunitarias).

Grupos en desventaja

20. Si bien un crecimiento menor afectaría necesariamente a todos los sectores del mercado laboral, también podría dar lugar a un empeoramiento de la situación de los sectores tradicionalmente en desventaja del mercado de trabajo. De hecho, no hay que descartar el riesgo de una vuelta a la situación de principios de los años 80. En particular, después de un periodo en el que se ha avanzado significativamente en la lucha contra el desempleo de larga duración y el desempleo juvenil, es necesario extremar la vigilancia si no se quiere perder todo lo ganado en los últimos años. Será necesario prestar especial atención al desempleo femenino, que sigue siendo casi el doble del masculino y que se caracteriza por un elevado grado de desempleo de larga duración: el 55% de todas las mujeres desempleadas son desempleadas de larga duración, y en algunos Estados miembros este porcentaje es de aproximadamente el 70% (78,5% en Bélgica, 69,5% en Italia, 69% en España).

La respuesta comunitaria

21. La obtención de niveles elevados de empleo con puestos de trabajo de calidad es el objetivo de la Comunidad. Este objetivo se persigue por medio de una gran variedad de políticas y acciones que se extienden a lo largo de todo el entorno económico y social. Se basan principalmente en la consecución del Mercado interior, con el apoyo de un desarrollo económico equilibrado y la ampliación del comercio dentro y fuera de la Comunidad. Además de estos principios generales, los objetivos relativos al empleo se persiguen a través de diversas políticas, incluida la reforma de la Política Agrícola Común, la utilización de los Fondos Estructurales Comunitarios y el Diálogo Social a nivel comunitario, así como por medio de acciones y directrices específicas de la política de empleo, y políticas y acciones en el campo de la formación profesional.

Preguntas

1. ¿Comparte el Comité la opinión de la Comisión sobre la situación y las perspectivas actuales de la economía y el empleo?
2. ¿Tiene el Comité alguna observación particular que hacer sobre la situación y las perspectivas del desarrollo en sectores específicos?
3. ¿Cuál es la opinión del Comité sobre la situación de las regiones?
4. ¿Cuál es la opinión del Comité sobre las perspectivas para los distintos grupos de las fuerzas de trabajo?
5. ¿Qué reacciones considera el Comité que serían más apropiadas en las actuales circunstancias?

Historical Archives of the European Commission



COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

SEC(91) 928

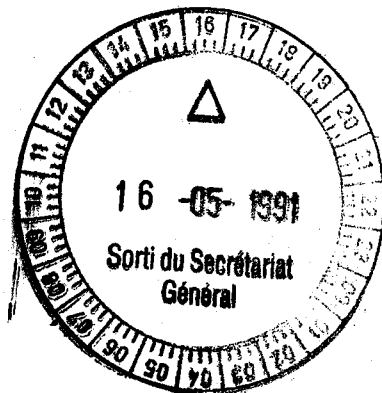
Bruxelas, 14 de Maio de 1991

Comité Permanent do Emprego

30 de Maio de 1991

Situação do Emprego e Perspectivas na Comunidade

(Documento de trabalho dos serviços da Comissão)



Situação do Emprego e Perspectivas na Comunidade

1. No relatório "Emprego na Europa - 1990", a análise da Comissão sobre a situação da economia e do emprego caracterizou-se por "optimismo cauteloso", perante o forte crescimento económico, o nível considerável de criação de novos empregos e as baixas taxas de inflação na maior parte da Comunidade. A concretização do Mercado Interno e a abertura da Europa Central e Oriental ofereciam oportunidades vantajosas para todos.
2. Existiam já alguns sinais de que a economia comunitária começava a abandonar os índices de crescimento bastante elevados de 1988 e 1989, esperando-se, no entanto, que a produção e o crescimento do emprego prosseguiriam a ritmos favoráveis. Desde aquela altura, as perspectivas da economia comunitária, assim como as da economia mundial, têm sido assoladas por incertezas, devido, em primeiro lugar, à crise provocada pela invasão do Kuwait e, em seguida, à Guerra do Golfo Pérsico propriamente dita.
3. A última previsão global preparada pela Comissão é a de meados de Novembro, incluída no Relatório Económico Anual. Dadas as actuais incertezas relacionadas com a reacção do mundo empresarial e dos consumidores, não será elaborada nova previsão até Maio. É possível, contudo, fazer um balanço dos factores que podem afectar a evolução da situação económica na Comunidade.
4. Conquanto se tenha registado algum abrandamento da actividade económica na maioria dos países, o rápido desfecho da Guerra do Golfo significa que as economias comunitária e mundial podem retomar o caminho que seguiam antes da crise. Há ainda alguma incerteza quanto às perspectivas de crescimento para 1991. Todavia, as tendências estruturais subjacentes ao emprego, descritas no relatório "Emprego na Europa - 1990", e as grandes orientações da política económica contidas no Relatório Económico Anual 1990-91" continuam válidas.

Situação actual da economia e do emprego

Crescimento

5. O PIB comunitário parece ter crescido em 1990, em consonância com as estimativas de Novembro, à taxa de pouco menos de 3%. Acentuou-se, todavia, a discrepância entre as taxas de crescimento individuais dos diversos Estados-membros: na Alemanha (antiga RFA), a taxa foi ligeiramente maior do que a prevista e noutros países ligeiramente mais fraca. Em França e no Reino Unido, o PIB decresceu efectivamente no último trimestre de 1990.

Emprego e desemprego

6. Tal como o relatório "Emprego na Europa - 1990" assinalava, o emprego na Comunidade não acompanhou o crescimento da população em idade activa, a partir de 1973. A parte da população em idade activa empregada é ainda menor na Comunidade do que nos Estados Unidos, no Japão ou na Europa não comunitária, se bem que o desempenho comunitário em matéria de emprego tenha progredido nos últimos anos, com melhoria significativa daquele quociente entre 1986 e 1989. Em 1990, o crescimento do emprego no conjunto comunitário parece ter sido intenso: em Janeiro de 1991, o desemprego desceu para 8,4%, embora subsista uma diferença de peso entre o desemprego masculino e o desemprego feminino (6% e 11%, respectivamente).

Situação especial - Reino Unido

7. O Reino Unido parece estar numa fase algo diferente do ciclo, em relação à maioria dos Estados-membros. A economia britânica decaíra já em meados de 1990 e, ainda que se verifique alguma recuperação no segundo semestre de 1991, registar-se-á uma descida considerável do valor real do PIB entre 1990 e 1991. A evolução neste país terá repercussões óbvias nas perspectivas do resto da Comunidade, sendo tal a amplitude da revisão que a taxa média de crescimento da Comunidade se reduz em cerca de meio ponto percentual em 1991.

Situação especial - Alemanha

8. É difícil apreciar globalmente a situação da Alemanha, uma vez que só se dispõe de dados relativos à antiga RFA. A unificação parece ter tido efeito positivo no crescimento desta parte, estimando-se o aumento do PIB em mais de 4,7% em 1990. A maciça procura consumista registada na parte oriental impulsionou o crescimento económico, a inflação e as importações. O emprego encontra-se, no entanto, em situação grave: enquanto, na parte ocidental, o emprego aumentou a taxas inéditas (2,8%) e a taxa de desemprego desceu para 4,6% em Fevereiro, na parte oriental o panorama degrada-se acentuadamente. O desemprego atingiu já níveis muito altos e continua a aumentar, não sendo aparente quando nem em que dimensão poderá operar-se uma inversão.

Perspectivas da economia e do emprego

Crescimento

9. É já inevitável um abrandamento pronunciado da Comunidade em 1991, mas existem sinais indubitáveis de um regresso potencial a maiores taxas de crescimento em 1992. Com o esperado aumento do comércio mundial, com o reforço do investimento e da confiança dos consumidores e com boas condições de base na economia comunitária, o crescimento poderá voltar a aproximar-se da sua taxa a médio prazo e atingir a média de 2% a 2,5%. Houve um certo alívio das pressões inflacionistas - a taxa média de inflação da Comunidade desceu para 5,5% em Fevereiro de 1991, a comparar com o máximo relativo de 6,3% em Outubro de 1990 - porém as pressões inflacionárias subjacentes mantêm-se elevadas.
10. As perspectivas relativas à confiança empresarial são, porém, mais incertas. Na medida em que a deterioração da confiança empresarial, observada desde meados de 1990, tenha resultado da crise do Golfo, o fim da guerra poderá produzir um ressalto assinalável; na medida em que tenha reflectido o declínio geral da actividade económica, então a melhoria será provavelmente pouco notória.
11. Não obstante a recuperação esperada, a taxa de aumento médio da produção no todo comunitário poderá descer para cerca de 1,5%. Contudo, a situação no Reino Unido, onde parece provável uma queda de cerca de 2% do PIB, em França, em Itália e na própria RFA, onde se espera também uma revisão mais pessimista da previsão inicial, afectará significativamente a evolução da Comunidade.

Emprego

12. Em 1990, a desproporção subjacente entre emprego e crescimento económico continuou a diminuir, de tal modo que, embora o crescimento do PIB começasse a abrandar no segundo semestre de 1990, a situação relativa ao emprego e ao desemprego não cessou de melhorar. Na verdade, a distância entre o crescimento do emprego e o crescimento do PIB é agora menor do que nunca (cerca de 1,5%). E, dada a tradicional demora do ajustamento do emprego a alterações da actividade económica na fase descendente do ciclo, o emprego poderá manter-se relativamente bem durante algum tempo.
13. Pode ainda esperar-se um crescimento modesto de 0,5% do emprego em 1991, em grande parte devido à referida demora, conquanto tal crescimento não seja suficiente para compensar o aumento da população activa. Também não é de esperar qualquer aumento imediato do emprego com o retomar da actividade económica, pelo que deve prever-se aumento do desemprego tanto em 1991 como em 1992.

Aspectos específicos do emprego

Problemas sectoriais

14. Se bem que o emprego tenha, em geral, tido um bom desempenho ao longo de 1990 na Comunidade, certos sectores começam já a ser afectados por uma série de factores díspares: a crise do Golfo, o aumento da inflação, o fim da Guerra Fria e a crescente concorrência de terceiros países. Em alguns sectores, como turismo e viagens, afectados principalmente pelo problema do Golfo Pérsico, a crise poderá ser relativamente curta. Em outros, nos quais a causa é mais estrutural, os problemas arrastar-se-ão provavelmente um pouco mais, mesmo que melhorem as perspectivas do emprego em geral.
15. Nas indústrias da defesa, por exemplo, onde se empregam cerca de 1,5 milhões de trabalhadores altamente habilitados, a descompressão das relações com os países da Europa Oriental e o consequente abrandamento da actividade militar estão a ter sérios efeitos, por duas razões: em primeiro lugar, a diminuição das encomendas de equipamento militar, concentrada num conjunto de sectores (electrónica, construção naval, aeronáutica) de pequeno número de Estados comunitários (Reino Unido, RFA, França, Países Baixos); em segundo lugar, o encerramento de bases militares, sobretudo norte-americanas, na Alemanha e no Reino Unido. Ambas estas causas têm efeitos específicos em determinadas regiões e áreas, que tendem a ser marcadamente atingidas.
16. O emprego na indústria têxtil no sentido mais lato (têxteis, couros, vestuário e calçado) declinou cerca de 25% durante a década de 80, cifrando-se actualmente em quase 2,5 milhões de trabalhadores. A sua parte no emprego total é similar em todos os Estados-membros (1%-2%), excepto Portugal (4,4%). A reestruturação operada em princípios da referida década, que incluiu grandes reduções de postos de trabalho e aumento da mecanização e da automatização, conduziu a taxas de crescimento económico mais elevadas entre 1984 e 1987, mas poderá revelar-se insuficiente para garantir a estabilidade do crescimento a longo prazo, face à concorrência de produtores com baixos custos, novos ou já existentes.
17. A indústria automobilística (4,8 milhões de empregados, incluindo fornecedores e distribuidores) atravessa neste momento uma recessão - séria, porém provavelmente temporária - nas vendas à escala mundial. O factor mais importante é a percentagem de empregos deste sector que se encontrarão em perigo se a indústria automobilística europeia continuar a perder terreno em relação aos seus concorrentes. Conquanto exista um problema de reconversão na indústria automobilística europeia, as perdas de emprego não têm necessariamente relação directa com as alterações das quotas de mercado. O problema do emprego colocar-se-á na medida em que novos empregos não compensem empregos perdidos, quer em número quer em localização.

18. A indústria informática europeia (236.000 empregados) representa aproximadamente 30% do mercado mundial. O mercado europeu cresceu rapidamente durante a década de 80, mas o emprego desceu um pouco em 1988. O emprego neste sector começa a afastar-se do trabalho manual para o burocrático, com aumento da parte relativa a suportes lógicos ("software"), apoio técnico e "marketing".

Problemas regionais

19. Persistem as disparidades regionais no interior da Comunidade. As dez regiões menos desenvolvidas, localizadas principalmente na Grécia e em Portugal, têm neste momento rendimentos médios per capita inferiores a um terço da média das dez regiões mais avançadas. Estas disparidades aumentaram ligeiramente na primeira metade da década de 80, mas têm-se mantido mais ou menos ao mesmo nível desde então. As alterações dos níveis regionais de emprego e as disparidades entre as taxas regionais de desemprego tornaram-se ainda mais acentuadas. Tendo havido embora alguma melhoria nos últimos anos da década, a taxa média de desemprego varia de 2,5% nas dez regiões menos desenvolvidas a 22% nas dez mais desenvolvidas (Quarto Relatório Periódico sobre as Regiões da Comunidade).

Grupos desfavorecidos

20. Além de afectar inevitavelmente todos os sectores do mercado de trabalho, o abrandamento do crescimento económico poderá levar também à degradação da situação dos sectores tradicionalmente mais desfavorecidos, não sendo desprezável a eventualidade de um regresso às condições dos primeiros anos 80. Após um período de progressos consideráveis no combate ao desemprego de longa duração e ao desemprego juvenil, há, sobretudo, que reforçar a vigilância, se se não quiser perder todas as aquisições dos últimos anos. Deve conceder-se especial atenção ao desemprego das mulheres, que se mantém quase duas vezes mais elevado do que o dos homens e se caracteriza por grau acentuado de desemprego de longa duração - 55% das mulheres desempregadas são-no há longo tempo, atingindo este grupo cerca de 70% em alguns Estados-membros (78,5% na Bélgica, 69,5% em Itália e 69% em Espanha).

Resposta da Comunidade

21. A obtenção de níveis elevados de emprego, com trabalho de boa qualidade, é um objectivo central da Comunidade, perseguido através de uma ampla gama de estratégias e acções que se estendem pelos domínios económico e social. Tais estratégias e acções baseiam-se principalmente na materialização do Mercado Interno, apoiada por um desenvolvimento económico equilibrado e pela expansão das trocas tanto intra como extracomunitárias. Para além destes princípios gerais, os objectivos em matéria de emprego são perseguidos através de diversas políticas - incluindo a reforma da Política Agrícola Comum, a utilização dos Fundos Estruturais Comunitários e o Diálogo Social a nível comunitário - assim como de acções e directrizes especificamente relativas ao emprego ou realizadas no domínio do ensino e da formação profissional.

Questões

1. O Comité partilha o parecer da Comissão sobre a situação e as perspectivas actuais da economia e do emprego?
2. O Comité deseja formular alguns comentários à situação e às perspectivas de evolução de sectores específicos?
3. Qual a opinião do Comité relativamente à situação das regiões?
4. Qual a opinião do Comité relativamente às perspectivas de grupos específicos da força de trabalho?
5. Que reacções julgaria o Comité mais apropriadas nas presentes circunstâncias?

Historical Archives of the European Commission